TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 348 - MARS 2023

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 348

Viandes bovines
- Gros bovins
  - France
    - L'inflation reste soutenue début 2023
    - Offre rare et prix en hausse
- Jeunes bovins
  - Europe
    - Marché bien orienté
- Femelles
  - Europe
    - Le cheptel recule, les cotations progressent légèrement
- Veaux de boucherie
  - Demande ferme en fin d'hiver face à des disponibilités limitées

Lait de vache
- Collecte laitière
  - France : nouvelle année synonyme de nouvelle baisse
  - Les regards sont tournés vers la production de l'Union européenne
  - Poursuite des tendances observées fin 2022 chez les principaux pays exportateurs mondiaux
- Consommation
  - France : des produits laitiers moins achetés par les ménages et moins exportés

Viande ovine
- France
  - Hausse saisonnière de la cotation
- UE et monde
  - Début d'année compliqué pour les exportateurs

Lait de chèvre et viande
- Lait de chèvre
  - Hausse de la collecte et baisse des fabrications

Timide croissance de la production et des exportations laitières en 2023 dans l'UE-27

La baisse des disponibilités dope les prix

Dernière révision le 21 mars 2023

Dans toutes les catégories de bovins, le manque d'offre soutient les prix. Ceux des gros bovins finis augmentent, de même que ceux des broutards et des veaux de 8 jours. Les cours des veaux de boucherie sont quasi-stables, à un niveau historiquement haut.

La consommation semble se tenir malgré la baisse de pouvoir d'achat liée à l'inflation. Ailleurs en Europe, l'offre abattue est en baisse dans le sillage des cheptels. L'Europe produira moins de viande bovine en 2023.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

L'inflation reste soutenue début 2023

Dernière révision le 21 mars 2023

Depuis le début de l'année, l'inflation reste soutenue en France, notamment sur l'alimentaire et participe à la hausse des ventes en valeur au détail comme en RHD. Avec des disponibilités françaises limitées en lien avec la décapitalisation du cheptel, les imports de viandes bovines ont progressé. La consommation calculée par bilan a tout de même progressé sur l'ensemble de 2022.

L'inflation alimentaire poursuit sa progression

Après une courte pause toute fin 2022, l'inflation a progressé de nouveau depuis le début de 2023 d'après l'INSEE. Ainsi, l'indice général français des prix à la consommation harmonisé (IPCH) a poursuivi sa progression en **février 2023**, à +7,2% sur un an (contre +7,0% sur un an en janvier). L'inflation sur les produits alimentaires a également poursuivi sa hausse (+14,5% /2022 contre +13,3% un mois auparavant).

Indices des prix à la consommation

Évolutions annuelles (en %)

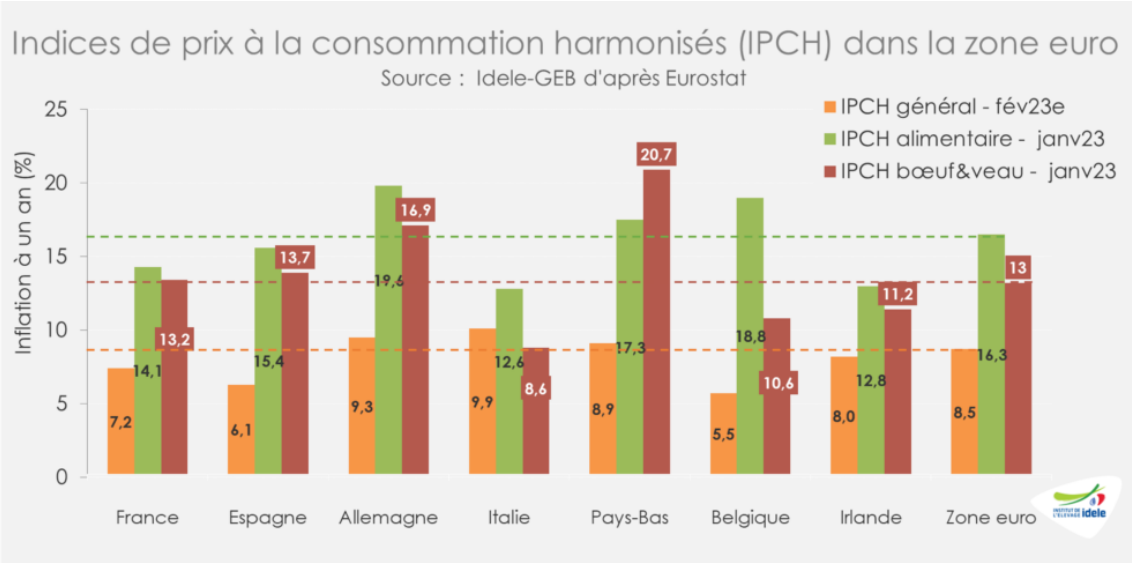
Source : Idele-GEB d'après INSEE

	Février 2022	Janvier 2023	Février 2023 (p)
Ensemble IPC*	**3,6**	**6,0**	**6,2**
Alimentation	2,1	13,3	14,5
- Produits frais	*5,9*	*10,2*	*14,2*
- Autre alimentation	*1,4*	*13,9*	*14,6*
Tabac	-0,1	0,2	0,2
Energie	21,1	16,3	14,0
Produits manufacturés	2,2	4,5	4,6
Service	2,2	2,6	2,9
Ensemble IPCH**	**4,2**	**7,0**	**7,2**

(p) : données provisoires

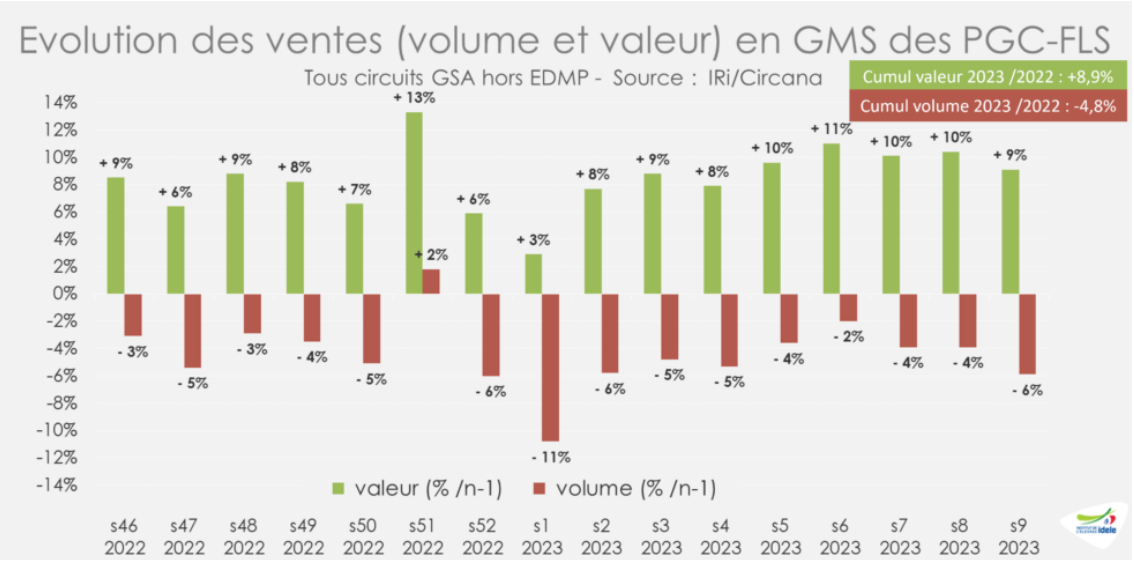
** Indice des prix à la consommation* *** Indice des prix à la consommation harmonisé (la principale différence entre l'IPCH et l'IPC porte sur les dépenses de santé : l'IPCH suit des prix nets des remboursements de la sécurité sociale tandis que l'IPC suit des prix bruts.)*

Cependant, l'inflation générale en France reste inférieure à celle observée en moyenne dans la zone euro (+8,5% /2022 en février 2023). C'était aussi le cas de l'inflation sur les produits alimentaires en janvier dernier (+14,1% /2022 en France contre +16,3% dans la zone euro). Mais pour le 2ème mois consécutif, ce n'était plus le cas pour les viandes de bœuf et de veau (+13,2% en France contre +13,0% en UE).

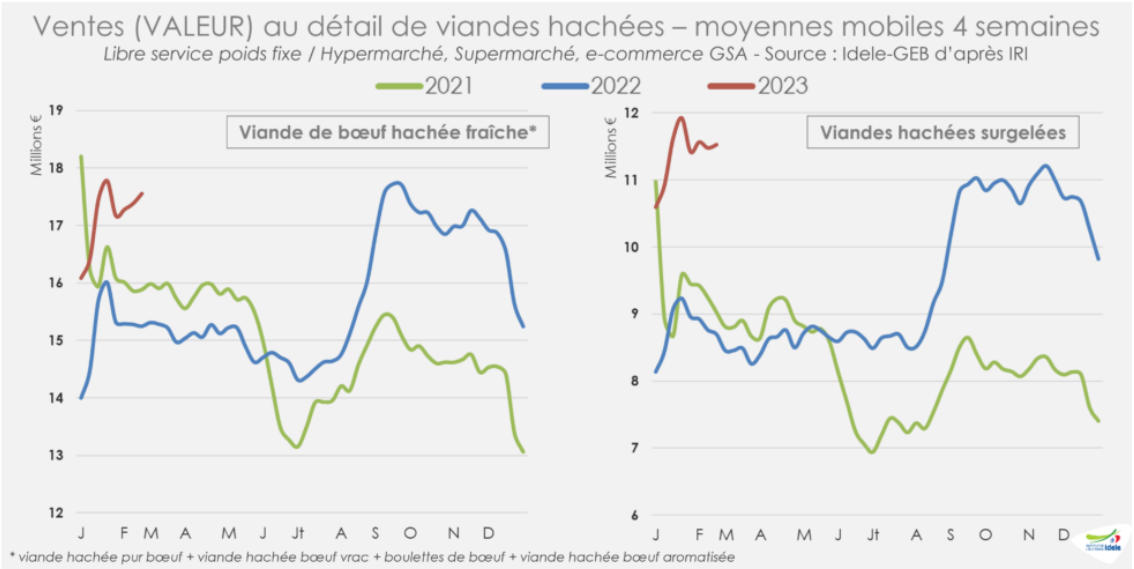


Avec une inflation soutenue, les ventes au détail augmentent en valeur mais plus en volume

Depuis la fin 2022, l'inflation participe grandement à la hausse des ventes en valeur des produits de grande consommation et de frais libre-service (PGC-FLS) qui ont progressé de +9% /2022 sur les 9 premières semaines de l'année, d'après IRi/Circana, alors que les ventes en volume ont reculé de -5%.

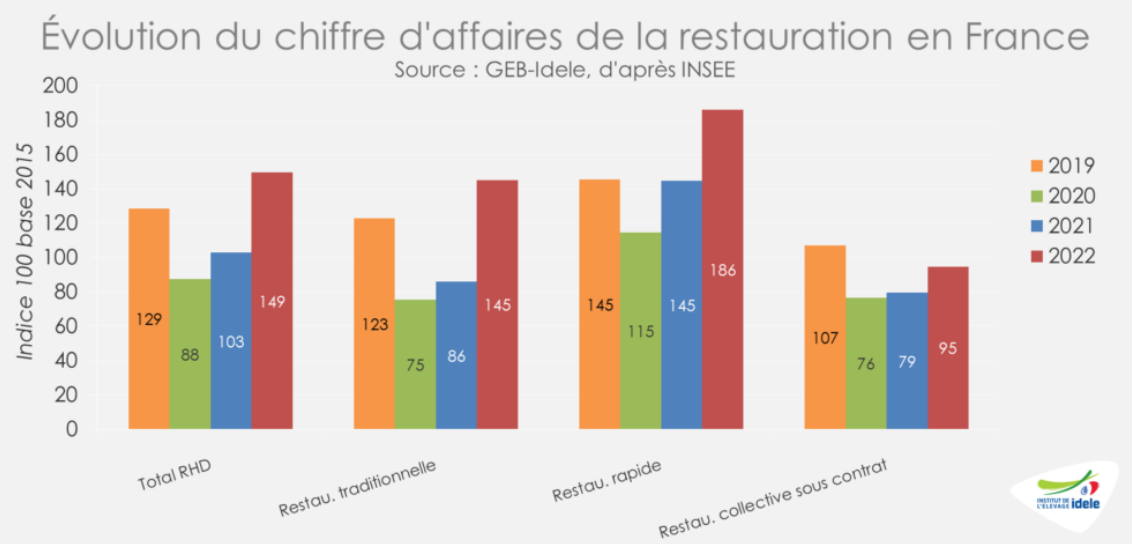


L'inflation participe également à la progression des ventes en valeur du haché au détail. Sur les 8 premières semaines de 2023, elles ont progressé pour le haché surgelé (+31% /2022 et +26% /2021) comme pour le bœuf haché frais (+13% /2022 et +9% /2021).

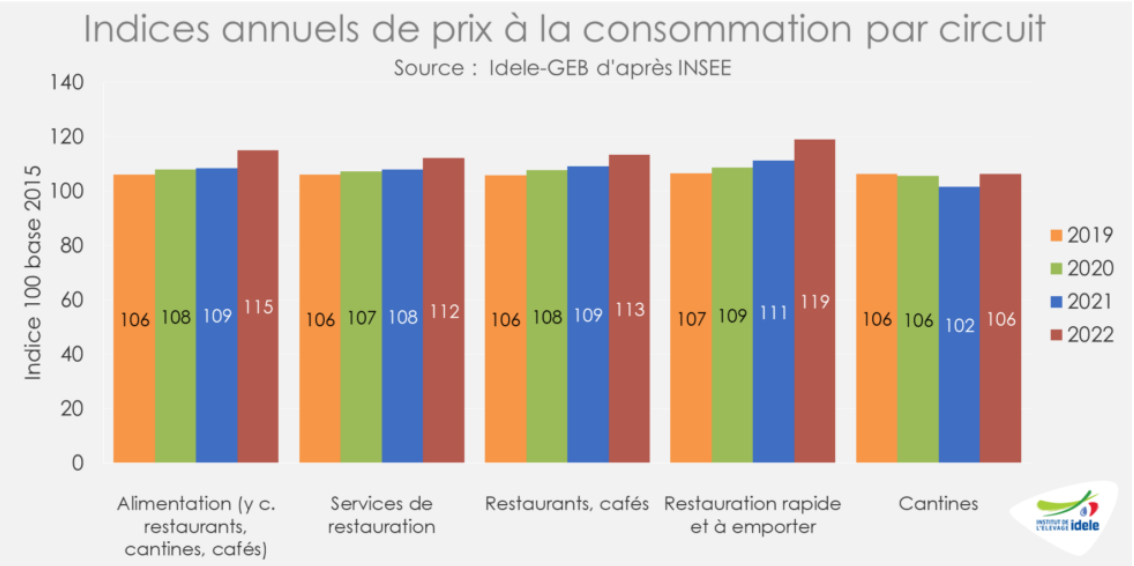


Entre progression du chiffre d'affaires de la restauration et inflation

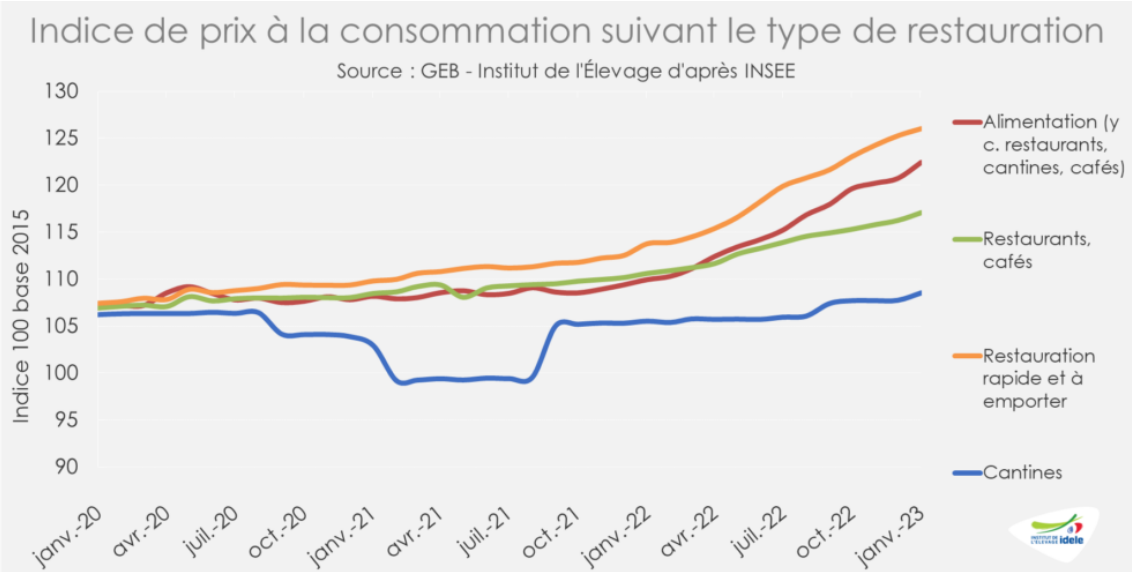
En **cumul sur l'ensemble de 2022**, première année sans restriction autour de la RHD depuis la pandémie, le chiffre d'affaires global de la restauration en France a nettement progressé, y compris par rapport à l'avant covid-19 (+16% /2019). La hausse du chiffre d'affaires est particulièrement marquée pour la restauration rapide (+28% /2019) et dans une moindre mesure pour la restauration commerciale traditionnelle (+18% /2019). A contrario, celui de la restauration collective, affectée par les nouveaux comportements comme le télétravail, restait en retrait (-12% /2019).



Mais la restauration n'échappe pas à l'inflation. D'après l'INSEE, sur **l'ensemble de l'année 2022**, la hausse des prix à la consommation a été plus marquée dans la restauration rapide (+7% /2022 et +12% /2019) que dans les restaurants et cafés (+4% /2022 et +7% /2019). Les prix sont également plus élevés dans les cantines, mais il s'agit là d'un rattrapage post-covid (+5% /2022, mais = /2019).

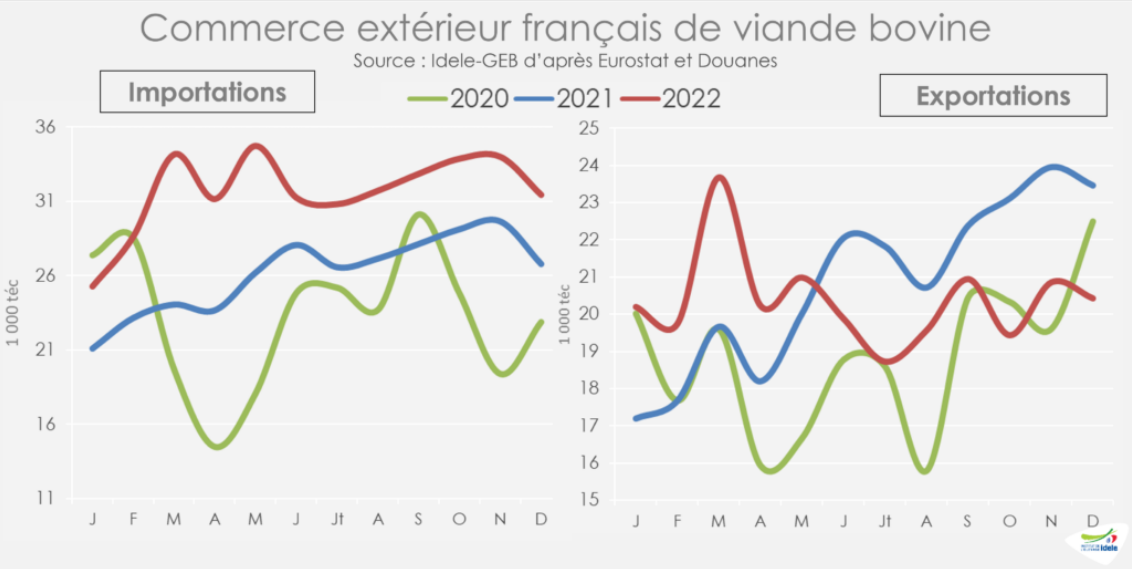


En **janvier 2023**, la hausse des prix à la consommation se poursuivait dans la restauration rapide, dans les restaurants et cafés et dans les cantines (+1% /décembre 2022).



L'année 2022 entre rebond des importations et progression de la consommation

Le retour de la consommation en RHD, principal point d'entrée des viandes d'import en France, et les faibles disponibilités en VBF ont participé à la hausse des **importations** françaises sur **l'ensemble de l'année**. **Les volumes importés** ont dépassé le niveau d'avant pandémie, à 380 000 téc (+21% /2021, +36% /2020 ; +14% /2019 et +16% /2018). Dans le même temps, les **exportations** françaises ont atteint 250 000 téc (-2% /2021, mais +8% /2020, +6% /2019 et = /2018).



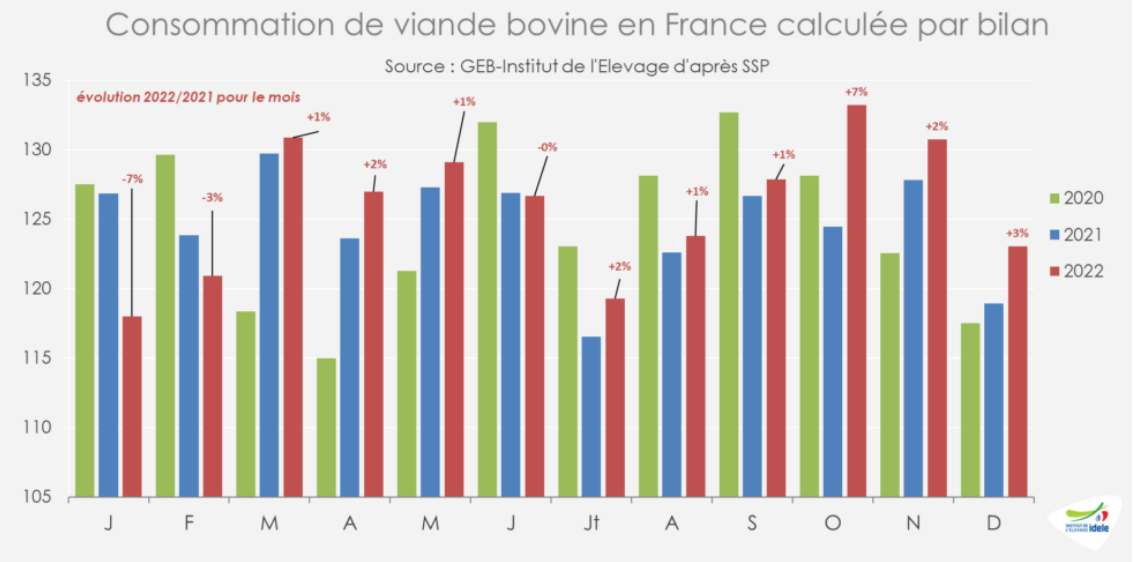
D'après les **Douanes françaises**, côté **export**, les envois vers les trois clients historiques des opérateurs français ont fléchi : -8% /2021 vers l'Italie, -11% vers l'Allemagne et -13% vers la Grèce. Les ventes vers les Pays-Bas ont en revanche progressé (+67%). Côté **import**, toutes les origines sont en hausse à l'exception notable de la Belgique (-11% /2021). Les importations depuis le Royaume-Uni ont été multipliées par 2 à près de 50 000 téc et celles depuis les Pays-Bas ont progressé de +15% à 89 000 téc.

Attention toutefois, la progression des échanges avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas est liée notamment à deux facteurs :

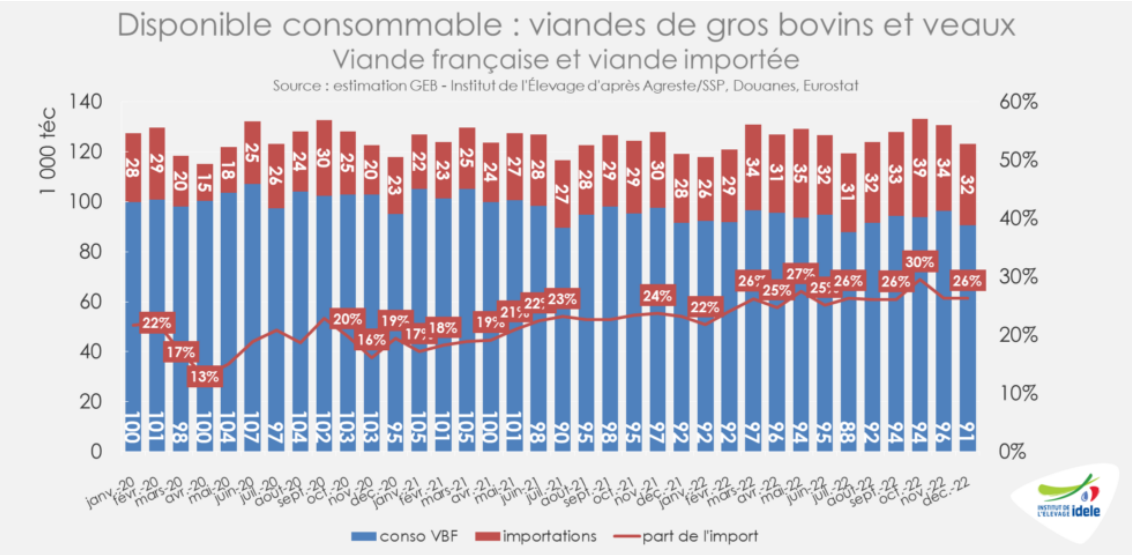
- *Depuis la mise en œuvre du Brexit, des opérateurs néerlandais font dédouaner des viandes britanniques en France avant réexportation vers les Pays-Bas.*
- *Une part des imports depuis les Pays-Bas est issue de l'approvisionnement d'une enseigne de fast-food : des viandes néerlandaises sont importées puis transformées en France avant d'être réexpédiées.*

La consommation par bilan a progressé en 2022

En **décembre 2022**, pour le 6ème mois consécutif, la consommation de viande bovine (veau compris) calculée par bilan a progressé d'une année sur l'autre, à 126 300 téc (+3% /2021 ; +5% /2020). Sur l'ensemble de l'année 2022, elle a ainsi progressé de +1% pour atteindre 1 510 000 téc.



Avec la progression marquée des importations en lien avec des disponibilités françaises limitées, la part de viande bovine « origine France » a reculé dans la consommation nationale. Sur l'ensemble de l'année 2022, la part des imports a atteint 26% des disponibilités totales, contre seulement 22% en 2019, avant la-pandémie de covid-19.



Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée !

Viandes bovines » Gros bovins » France »

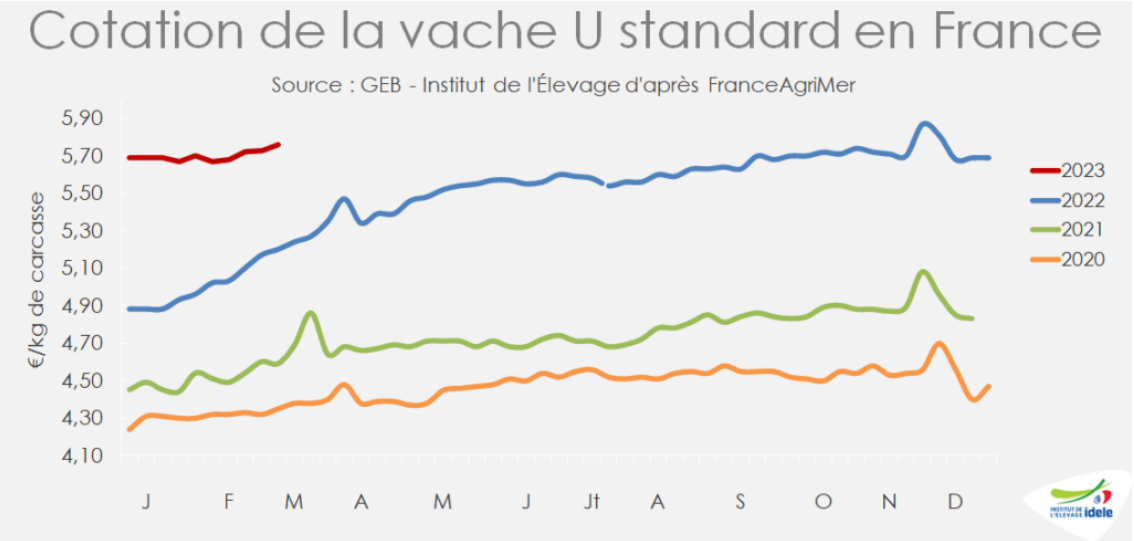
Offre rare et prix en hausse

Dernière révision le 21 mars 2023

Les prix des gros bovins finis poursuivent leur progression, dopés par la rareté de l'offre résultant de plusieurs années de décapitalisation.

Hausse des cours en vaches allaitantes

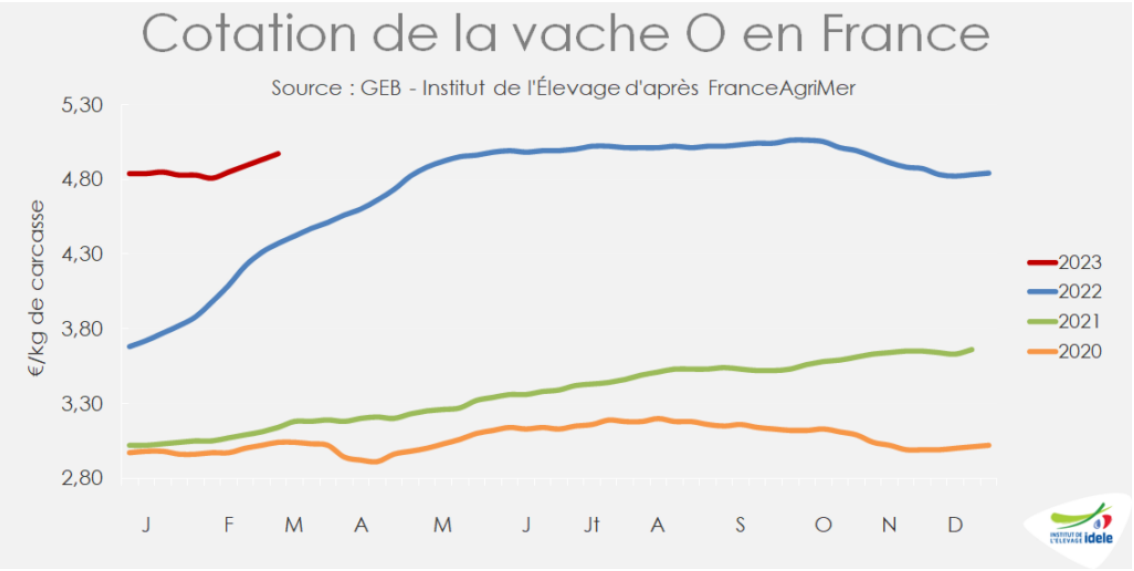
Les abattages de vaches allaitantes sont en repli par rapport aux années précédentes : de-2% /2022 et -6% /2021 sur les semaines 7 à 10 d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev. Ce manque d'offre stimule la hausse des cours, d'autant que toutes les catégories de bovins sont touchées.



La cotation de la vache U standard a gagné 9 centimes en un mois pour atteindre 5,76 €/kg de carcasse en semaine 10 (+11% /2022 et +25% /2021). Celle de la vache R standard est remontée à 5,46 €/kg (+13% /2022 et +35% /2021), gagnant 7 centimes en un mois.
Depuis juillet, FranceAgriMer publie des cotations SIQO sur un pas de temps mensuel. En février, la vache U Label Rouge cotait 6,01 €/kg contre 5,69 € pour la U standard en moyenne sur le mois.
Les cotations des animaux labellisés bio sont également disponibles depuis octobre. La vache R bio cotait 5,63 €/kg en février, contre 5,39 € pour la R standard. (Toutes les cotations sont consultables sur le site Visionet de FranceAgriMer).

Les tensions sur l'approvisionnement en vaches laitières font grimper les prix

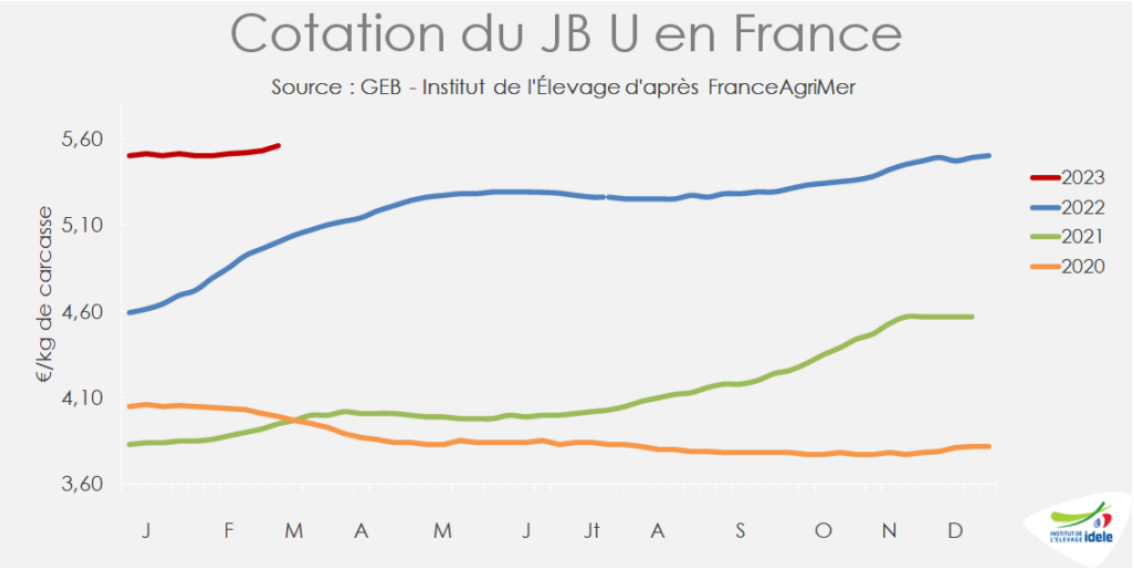
D'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev, les abattages de vaches laitières sur les semaines 7 à 10 affichaient un net recul par rapport aux mêmes semaines des années précédentes (-5% /2022 et -8% /2021). Cette tension sur l'approvisionnement dope les prix, d'autant que la demande pour le haché reste ferme (voir l'article sur la consommation en France).



La cotation de la vache O a gagné 16 centimes en un mois pour remonter à 4,97 €/kg de carcasse en semaine 10 (+14% /2022 et +58% /2021). Celle de la vache P a gagné 17 centimes dans le même temps, à 4,76 €/kg (+11% /2022 et +63% /2021).

Hausse des prix des jeunes bovins

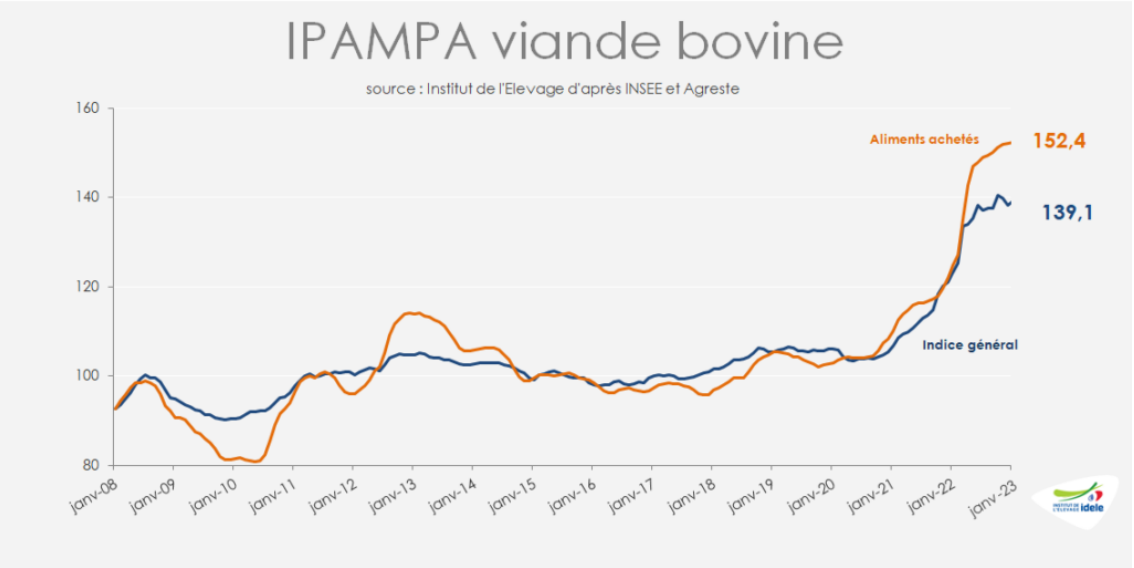
Le marché européen du jeune bovin est bien orienté du fait du manque d'offre dans l'UE et en particulier en Italie (voir l'article sur le marché européen du JB). Les jeunes bovins sont par ailleurs toujours recherchés par les abatteurs français qui en ont grand besoin pour faire tourner leurs outils. Leurs prix ont encore gagné quelques centimes en février.



La cotation du JB U a gagné 6 centimes en un mois pour remonter à 5,56 €/kg en semaine 10 (+11% /2022 et +41% /2021). Celles des JB R et O ont gagné 7 centimes à 5,44 €/kg (+13% /2022 et +44% /2021) et 5,10 €/kg (+17% / 2022 et +54% /2021).
Les abattages de jeunes bovins de type viande ont été un peu plus nombreux que l'an dernier sur les semaines 7 à 10 (+2% /2022), mais restaient en baisse significative par rapport à 2021 (-5%). Ceux de JB de type lait poursuivent leur déclin à un rythme soutenu (-18% /2022 et -26% /2021).

Des charges en très forte hausse

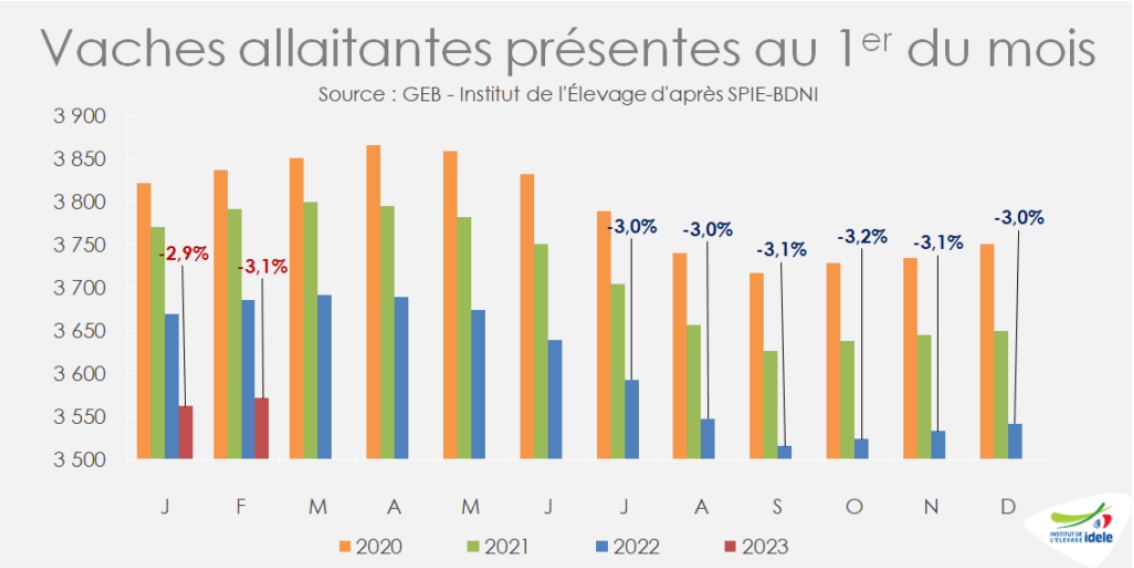
Les évolutions des prix des animaux finis sont à mettre en regard de leurs prix de revient qui a considérablement augmenté du fait de la flambée des prix des matières premières. Au second semestre 2022, le prix de revient était de 5,92 €/kg éc pour les jeunes bovins de type viande et 6,12 €/kg éc pour la vache de type viande. Pour les vaches Label rouge, il faut rajouter 26 centimes /kg si tous les animaux labellisables sont effectivement labellisés et jusqu'à + 56 centimes si seulement un tiers des animaux sont labellisés. Ces indicateurs de prix de revient, calculés à la demande de l'Interprofession bovine (INTERBEV) sur une base semestrielle pour chaque catégorie de bovin, sont disponibles sur le site de l'Institut de l'Élevage.



En janvier 2023, l'IPAMPA viande bovine (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles, base 100 en 2015) s'établissait à 139,1 points, toujours en forte hausse par rapport à janvier 2022 (+13%). L'indice des prix des aliments achetés était à +22% /2022, celui des énergies et lubrifiants à +23% et celui des engrais et amendements à +16%.

La décapitalisation se poursuit, dans le cheptel laitier comme dans le cheptel allaitant

Au 1er février, le nombre de vaches allaitantes présentes en France était en recul et -3,1% sur un an. Le nombre de vaches laitières était lui aussi en baisse significative, à -2,4%.



Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

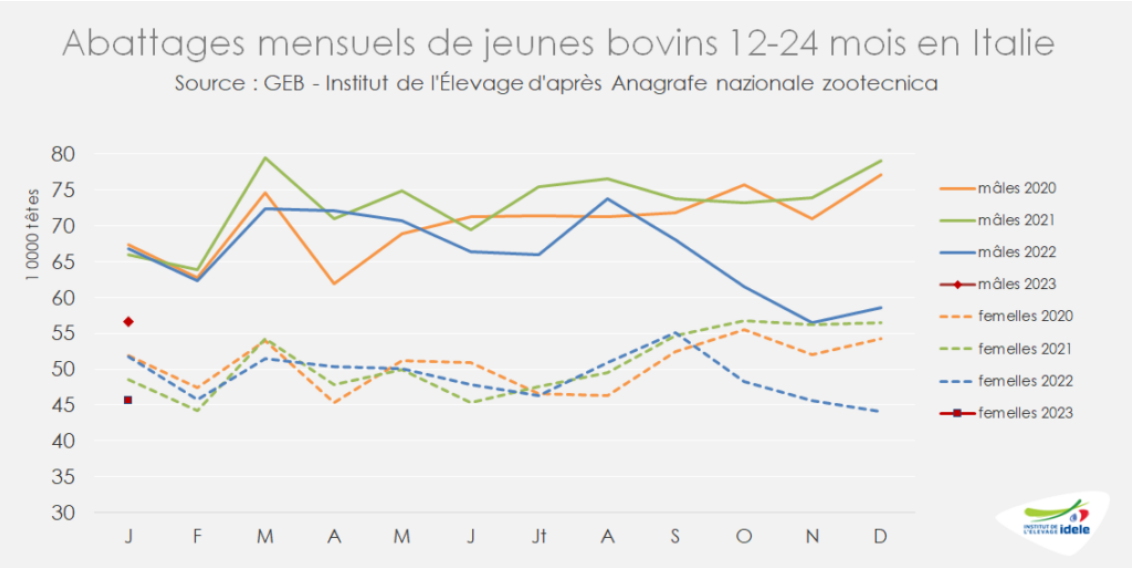
Marché bien orienté

Dernière révision le 21 mars 2023

Le manque d'offre en jeunes bovins sur le marché européen permet une bonne tenue des cours, malgré les difficultés de pouvoir d'achat rencontrées par les consommateurs.

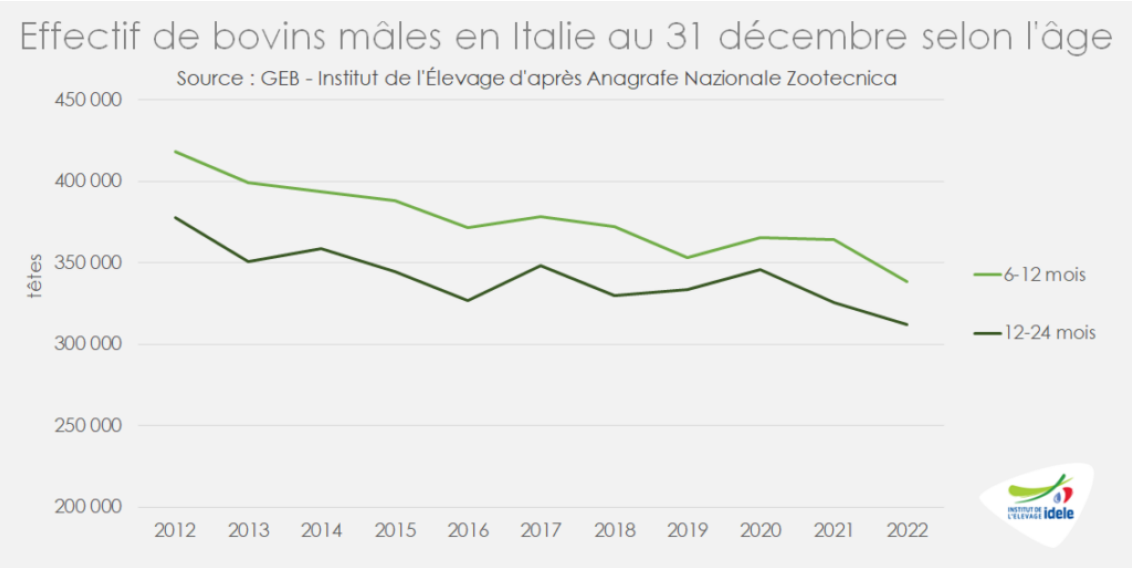
ITALIE : offre toujours très limitée

En **Italie**, les **sorties** de jeunes bovins sont considérablement limitées depuis l'automne dernier. En effet les engraisseurs avaient réduit les mises en place au printemps 2022 en raison des incertitudes sur les effets de la sécheresse et de la guerre en Ukraine. Les envois de broutards français ont par ailleurs été ralentis l'an dernier par le manque de disponibilités exportables.

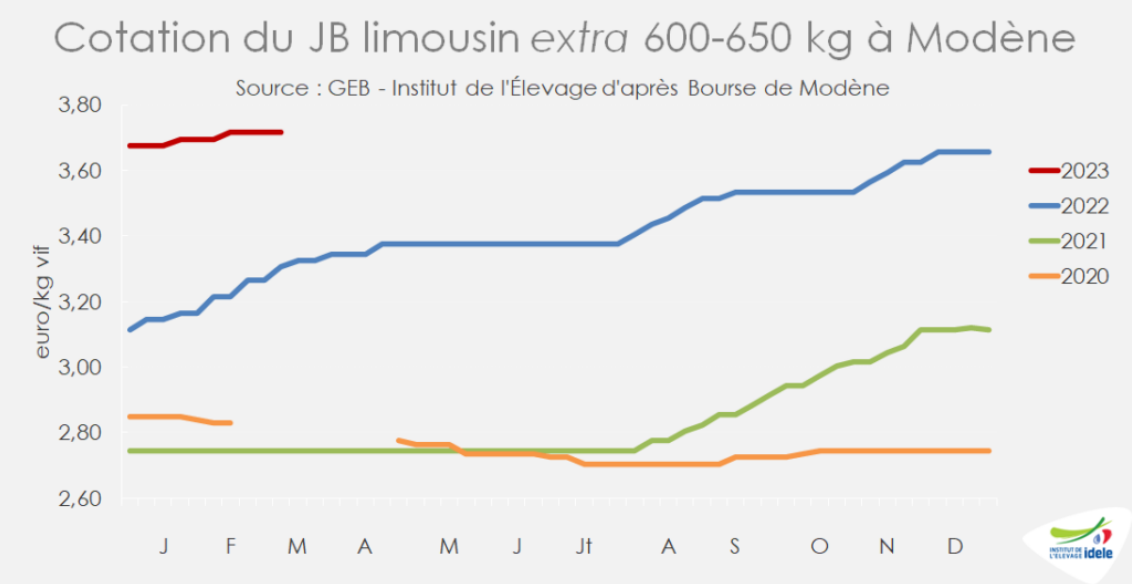


D'après l'*Anagrafe nazionale zootecnica* (BDNI italienne), les **abattages** de bovins de 1 à 2 ans ont été en fort recul en 2022 : -9% pour les mâles à 795 000 têtes et -4% pour les femelles à 588 000 têtes. La chute de sorties s'est poursuivie en janvier : -15% /2022 pour les mâles de 12 à 24 mois à 57 000 têtes et -12% pour les femelles à 46 000 têtes.

Le **nombre de bovins dans les fermes italiennes** au 31 décembre était en baisse de -2% sur un an à 5,925 millions de têtes d'après l'*Anagrafe nazionale zootecnica*. Le nombre de mâles de 1 à 2 ans enregistrait un recul plus prononcé (-4%), de même que celui des mâles de 6 mois à un an (-7% /2021). Sur 10 ans, la baisse des effectifs se chiffre à -17% et -19% respectivement pour ces 2 catégories de mâles.

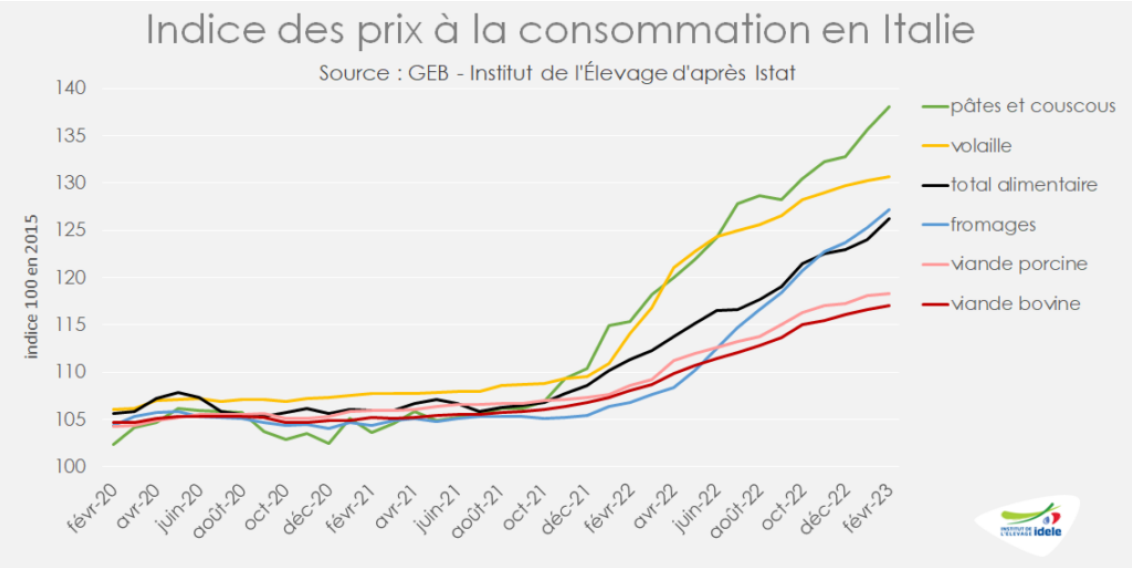


Les **prix** des jeunes bovins ont encore gagné 2 centimes mi-février et sont stables depuis lors. Les cours ne subissent pas de baisse saisonnière, d'autant que les prix des quartiers arrières restent bien orientés, notamment en femelles.



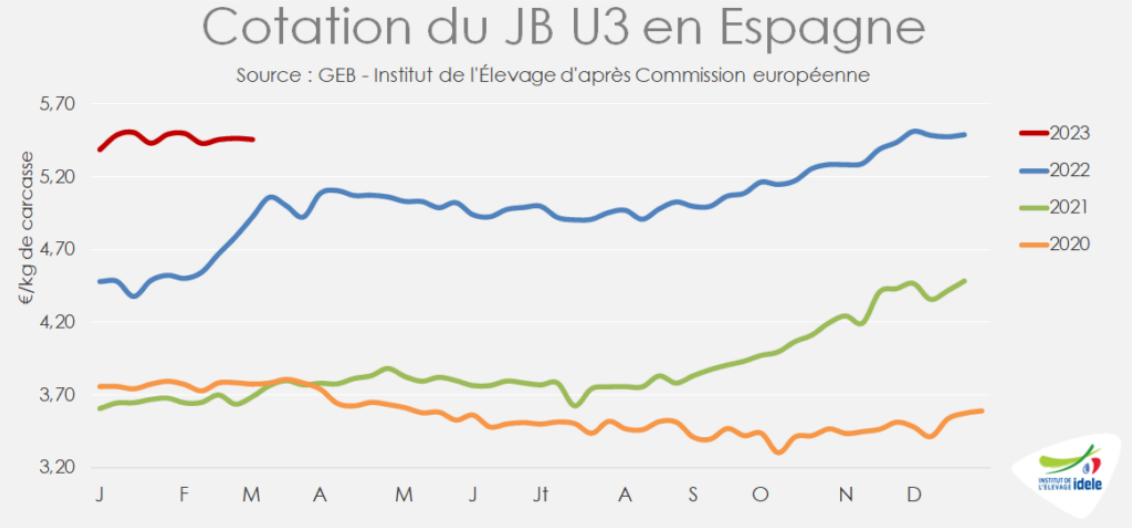
A la bourse de Modène, les mâles limousin extra cotaient 3,72 €/kg vif début mars (+14% /2022). Le Charolais de 1ère qualité cotait 3,61 €/kg (+13%) et le Charolais Extra 3,50 €/kg vif (+13%). Les cotations des femelles étaient stables à 3,69 €/kg vif pour la Limousine (+13% /2022) et 3,45 €/kg vif pour la Charolaise (+12% /2022).

L'**inflation** a poursuivi son repli en février selon Istat (+9,2% /2022, contre +10,0% en janvier et +11,6% en décembre) du fait notamment du recul des prix de l'énergie. Mais l'inflation sur les **produits alimentaires** est repartie à la hausse pour atteindre +13,4% /2022 en février, contre +12,5% en janvier. L'inflation en viande bovine reste bien plus modérée (+8,3%). Elle est également moindre que pour les autres produits animaux (+14,5% pour la volaille, +8,9% pour le porc, +22,2% pour les œufs et +19,1% pour les fromages).



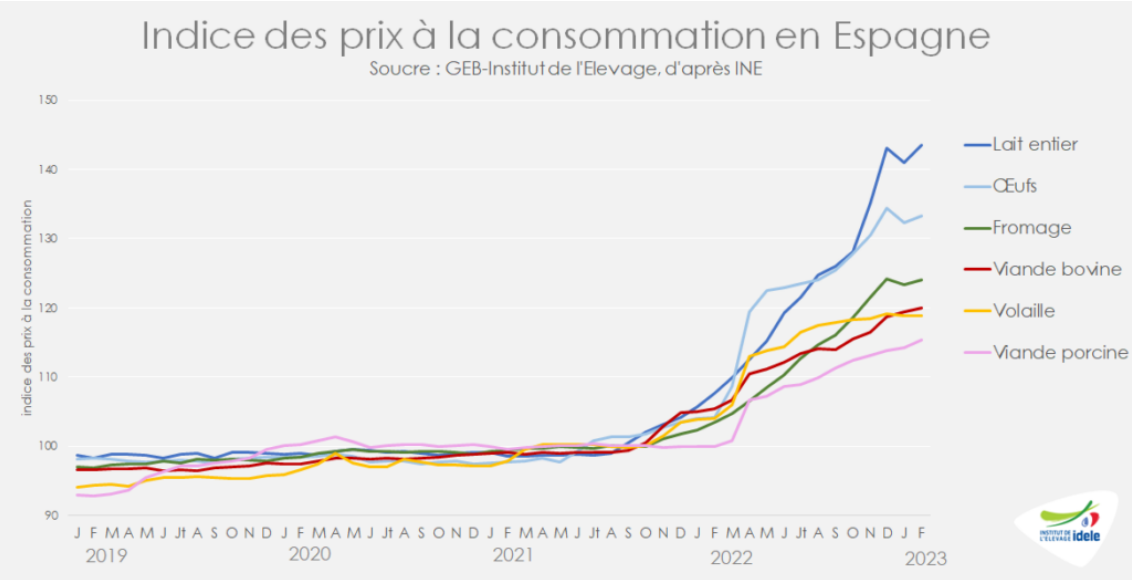
ESPAGNE : l'export prend le relais de la demande intérieure

En **Espagne**, les **prix** des JB restent bien orientés. Certes, la demande sur le marché national souffre de la baisse du pouvoir d'achat, mais la demande à l'export demeure bien présente, tant en Europe (Portugal, Italie, Grèce) que sur les marchés du sud de la Méditerranée. A l'approche du Ramadan qui devrait débuter le 22 mars, plusieurs bateaux étaient en préparation mi-mars à destination des pays du pourtour méditerranéen.

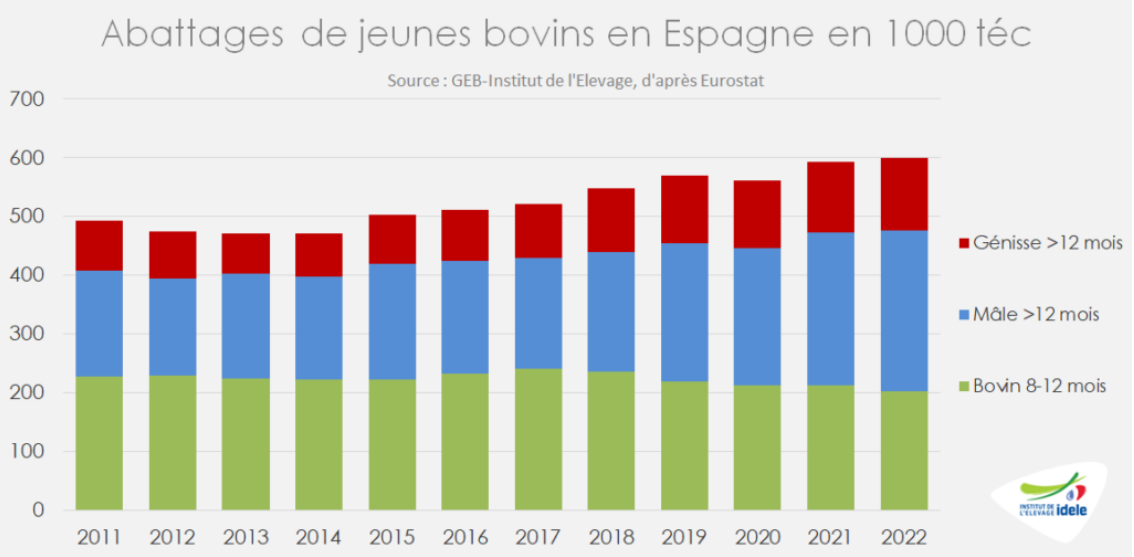


Le JB U espagnol cotait 5,46 €/kgéc en semaine 10 (+11% /2022). Le JB R cotait 5,40 €/kg (+12%) et le JB O 4,86 €/kg (+8%).

Après plusieurs mois de baisse consécutifs, l'**inflation** est repartie à la hausse en janvier (+5,8% d'une année sur l'autre), hausse qui s'est poursuivie en février (+6,0%). La suppression de la TVA sur les produits de première nécessité (pain, lait, fromages, œufs, fruits, légumes ou céréales) a bien provoqué un reflux des prix au détail pour ces catégories en janvier, mais sans compenser la hausse sur les autres catégories. Les prix des viandes bovine et de volaille étaient en hausse de 13% d'un an sur l'autre en février, contre +15% pour le porc, +20% pour les fromages, +28% pour les œufs et +33% pour le lait entier.



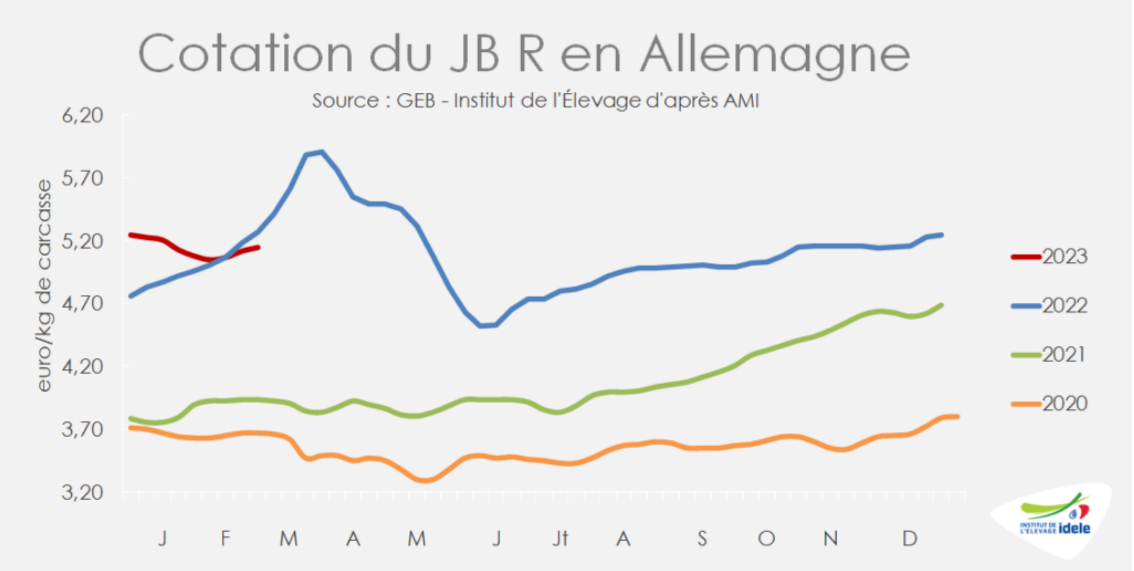
La **production espagnole de jeunes bovins** a poursuivi sa croissance en 2022, ce qui a permis aux exportateurs de profiter de la baisse de l'offre sur les autres marchés européens.



Les abattages de jeunes bovins mâles et femelles ont totalisé 599 000 téc en 2022 (+2% /2021), dont 203 000 téc de bovins jeunes de 8-12 mois (-5% /2021), 272 000 téc de taurillons (+5% /2021) et 121 000 téc de génisses (+4% /2021).

ALLEMAGNE : offre et demande réduites

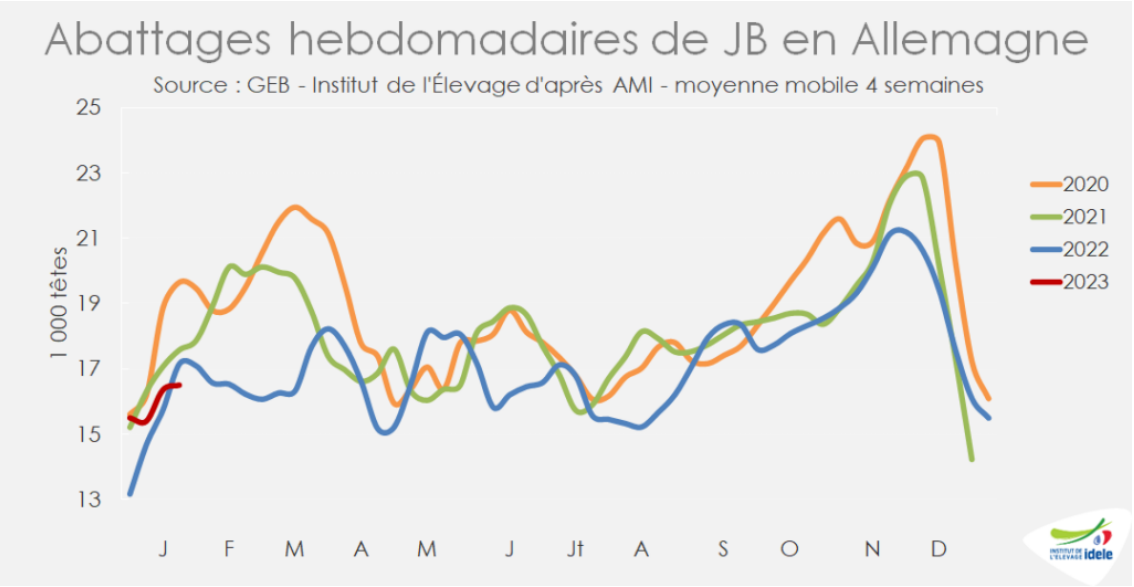
En **Allemagne**, l'inflation freine la demande. Mais l'offre, également en retrait, permet d'équilibrer le marché. Les **prix** des jeunes bovins ont repris quelques centimes depuis mi-février, mais sont repassés sous leur niveau exceptionnel de 2022. Après les fêtes de fin d'année, la viande de jeunes bovins n'est plus à l'honneur en Allemagne. La filière lui préfère celle de vaches de réforme car la demande s'oriente vers plus de produits transformés et moins onéreux (voir l'article sur les femelles en Europe). Cela semble particulièrement vrai cette année, avec la baisse de pouvoir d'achat des ménages.



Entre les semaines 5 et 9, la cotation du JB U a regagné +9 centimes à 5,21 €/kg de carcasse, celle du JB R +7 centimes à 5,17 €/kg et celle du JB O également +7 centimes à 4,90 €/kg. Mais, elles sont toutes trois repassées sous leur niveau de 2022 (-2%), quand les prix avaient très fortement augmenté en raison d'un manque criant d'offre.

L'**inflation** s'est stabilisée en février à **+8,7%** d'après Destatis. Si la hausse des prix de l'énergie a poursuivi sa décélération, celle des **prix de l'alimentation continue d'accélérer**, à +22% sur un an, contre +20% en janvier. Les œufs et produits laitiers (+35%) ainsi que le pain et les produits céréaliers (+24%) ont connu une hausse particulièrement élevée. La catégorie viande et produits carnés était à +19%.

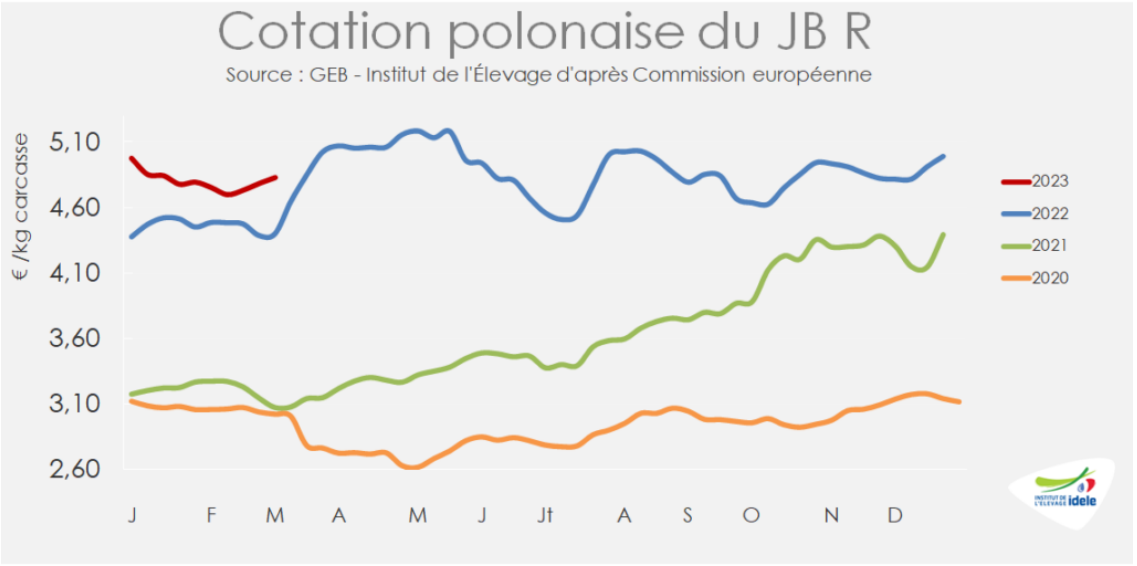
Les **abattages de jeunes bovins** sont restés très limités en février, en baisse sur les semaines 2 à 5, par rapport aux années précédentes (-4% /2022 et -22% /2021).



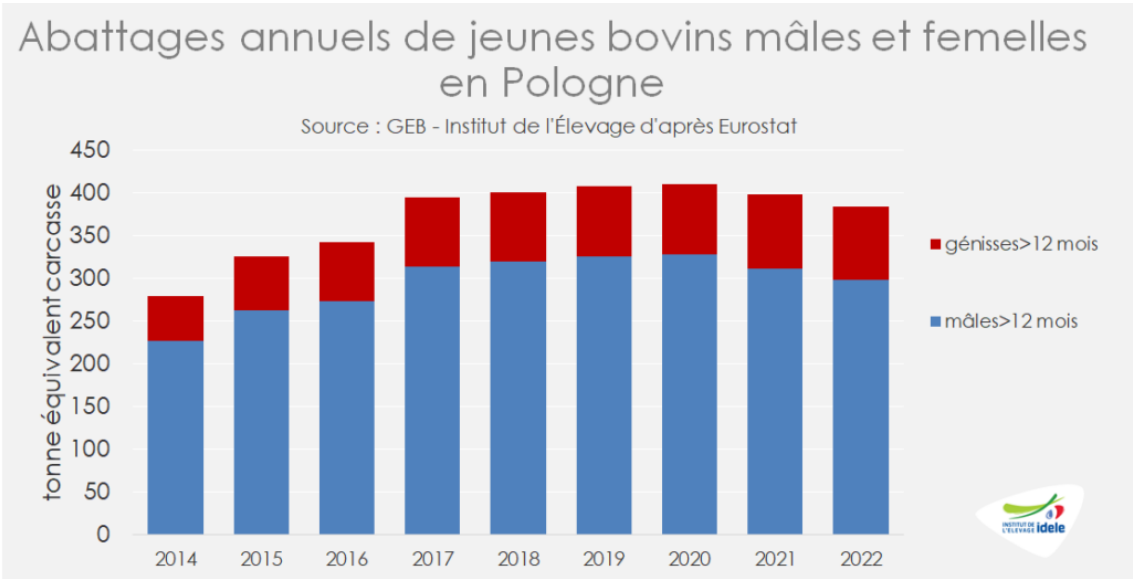
POLOGNE : hausse des prix

Dans le creux de la vague en février, les **prix** des JB polonais avaient regagné quelques centimes mi-mars.

La cotation du JB R se situait à 4,83 €/kg de carcasse en semaine 10 (+10% /2022 et +52% /2021) et celle du JB O à 4,68 €/kg (+10% /2022 et +54% /2021).



La **production polonaise de jeunes bovins** recule désormais depuis deux ans, par manque de petits veaux à engraisser, le cheptel laitier polonais se réduisant désormais comme ailleurs dans l'UE. Ce repli fait suite à un long développement de la production de JB en Pologne depuis son adhésion à l'UE en 2004, expansion ayant entraîné une baisse continue des exportations polonaises de veaux laitiers, puis une hausse des importations de veaux en provenance des pays voisins.



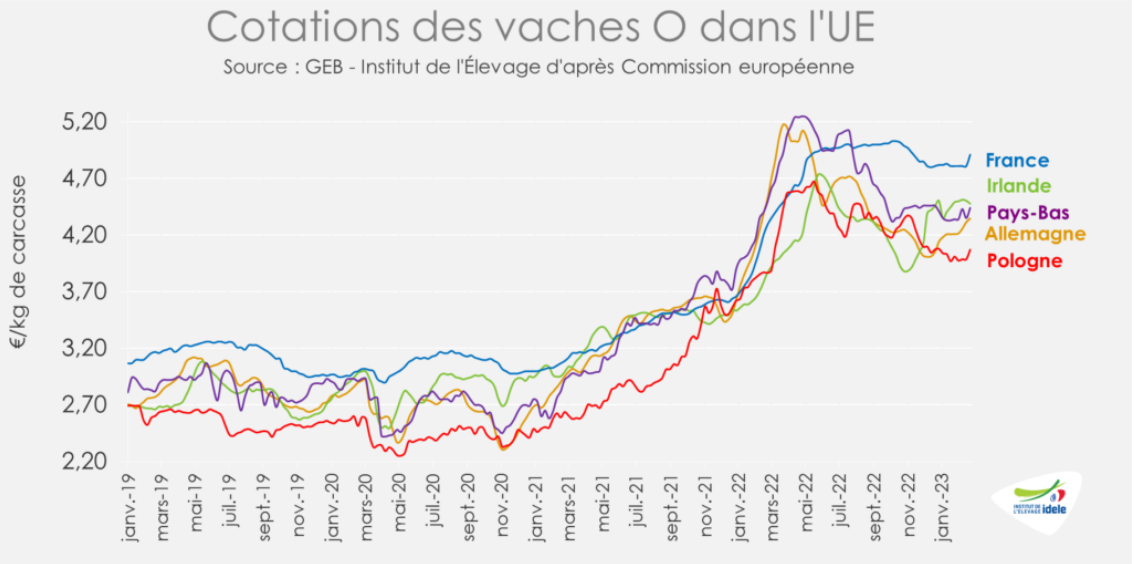
En 2022, la production abattue de jeunes bovins mâles et femelles n'a totalisé que 384 000 téc (-4% /2021 et -6% /2020), dont 298 000 téc de taurillons (-4% /2021 et -9% /2020) et 86 000 téc de génisses (= /2021 et +5% /2020). La part croissante de femelles dans la production de viande finie témoigne de la difficulté croissante des engraisseurs à trouver des veaux mâles, mais aussi de la mise en place d'une filière génisse pour servir le marché italien, friand de « *scottone* ».

Viandes bovines » Femelles » Europe »

Le cheptel recule, les cotations progressent légèrement

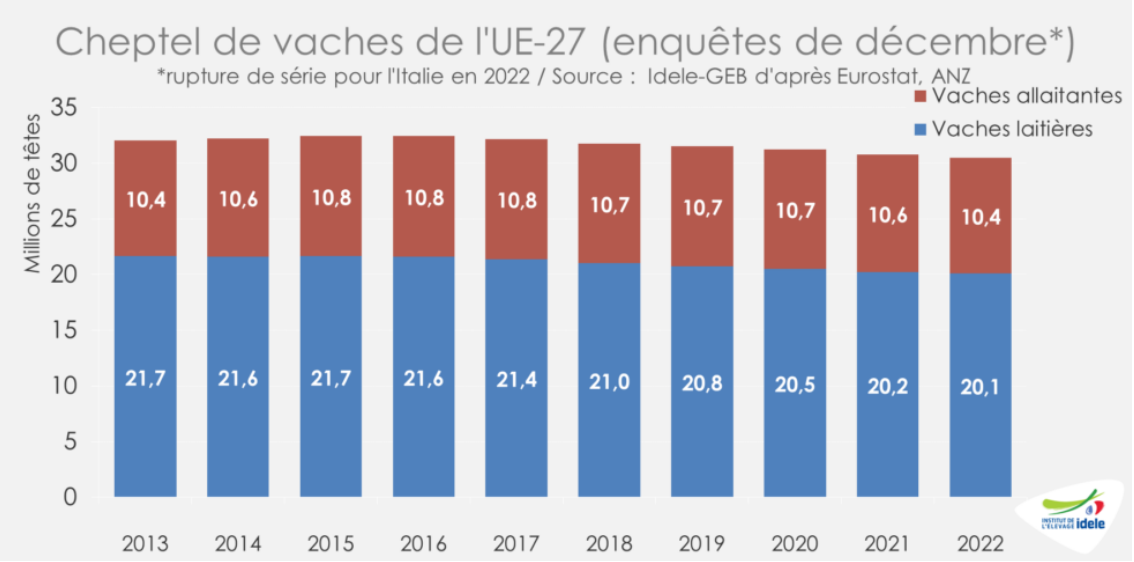
Dernière révision le 21 mars 2023

Pour la 7ème année consécutive, le cheptel européen de vaches étaient en recul en 2022 d'après les enquêtes cheptels de décembre. Depuis plusieurs semaines, les cotations des réformes ont connu des évolutions peu marquées. Elles semblent néanmoins entamer leur hausse saisonnière en Europe continentale.

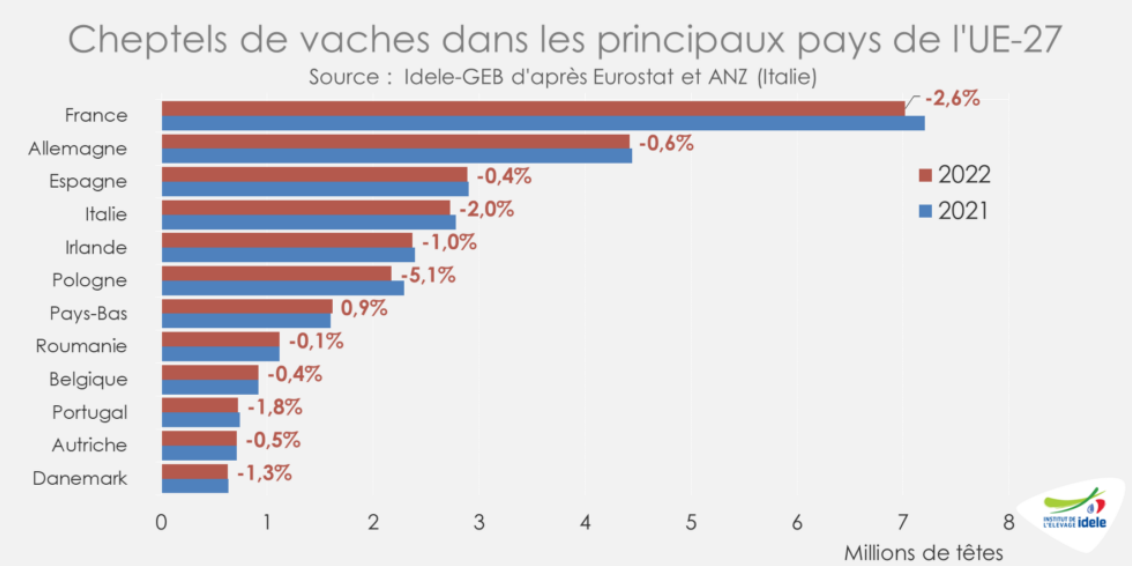


UE27 : le cheptel de vaches s'est contracté

Au sein de **l'UE à 27**, le cheptel de vaches a reculé en décembre 2022 pour la 7ème année consécutive, à 30,5 millions de têtes (-0,9% /2021 ou -265 000 têtes). La baisse était plus marquée du côté du cheptel allaitant (-1,3% ou -141 000 têtes à 10,4 millions de têtes) que du cheptel laitier. La conjoncture laitière favorable a participé à la rétention de vaches dans bon nombre des pays membres (-0,6% ou -125 000 têtes à 20,1 millions de têtes).

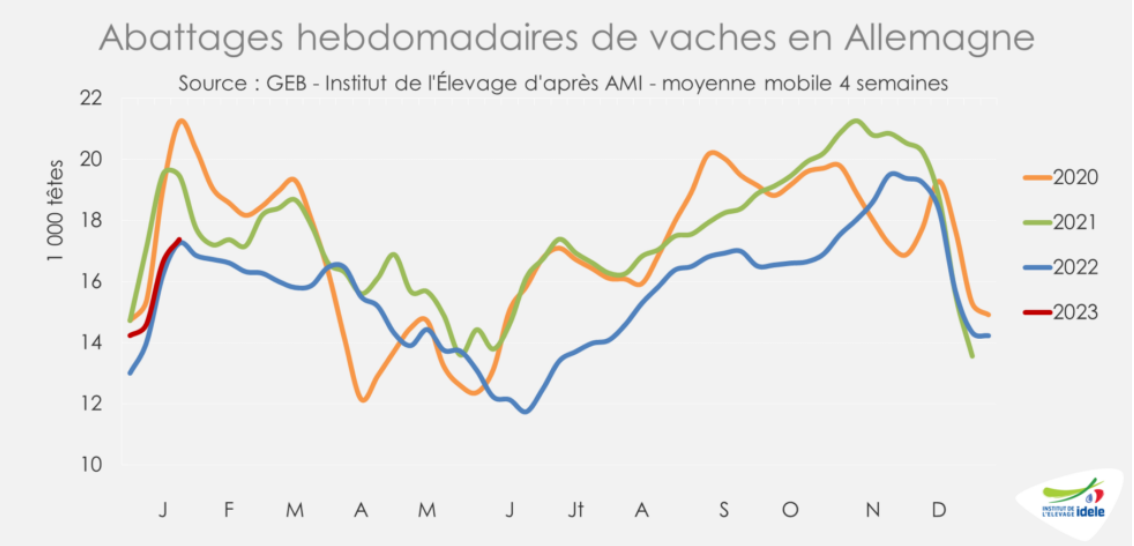


Les cheptels de vaches ont reculé notamment en Pologne (-5%) en France (-3%) ou dans une moindre mesure en Irlande (-1%). Il a également baissé en Italie d'après ANZ (-2%). A contrario les effectifs étaient en hausse aux Pays-Bas (+1%). Attention toutefois, les résultats de l'enquête cheptel de Pologne restent fragiles.

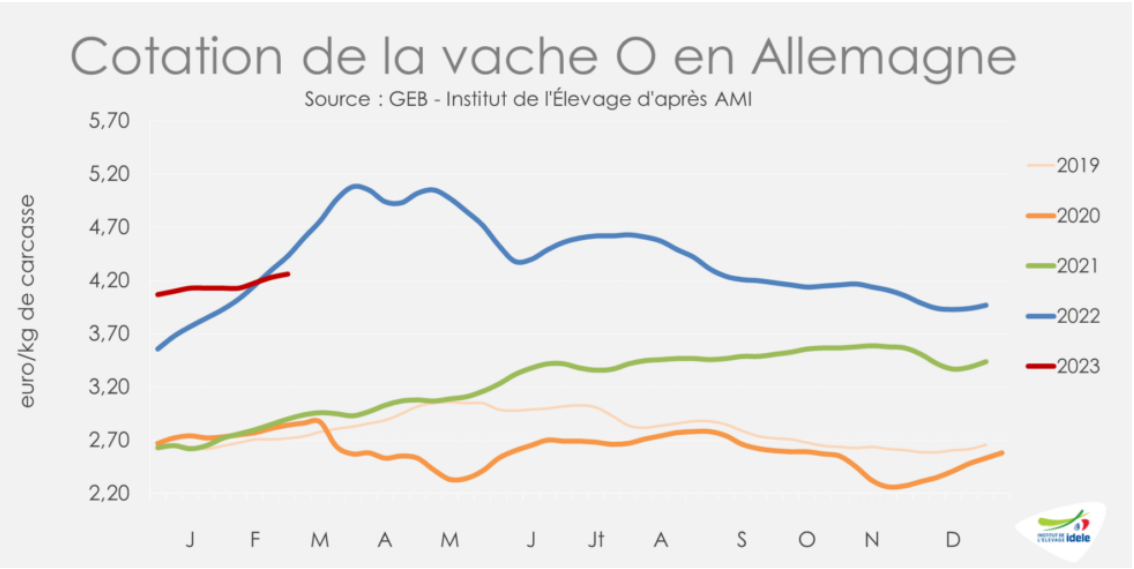


ALLEMAGNE : entre abattages toujours limités et progression des cours

En **Allemagne**, les abattages de vaches en 2022 ont atteint plus de 1,0 million de têtes, soit environ un tiers des effectifs de bovins abattus. La baisse des réformes est relativement marquée (-10% /2021) par rapport aux autres catégories, car le prix du lait à la production plutôt élevé a incité de nombreux éleveurs à conserver leurs vaches. Depuis le début de l'année 2023, les abattages de réformes se sont légèrement redressés mais restent cependant limités, proches du faible niveau de 2022. D'après AMI, sur les quatre dernières semaines (semaines 6 à 9) les réformes étaient inférieures au faible effectif de 2022 (-4% /2022 et -9% /2021).

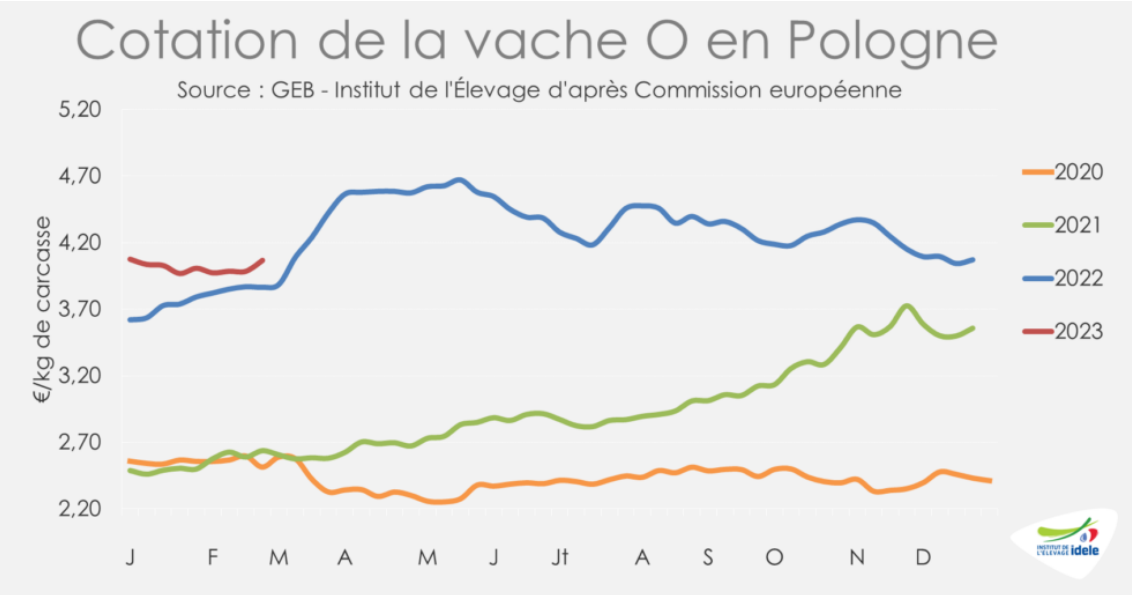


L'intérêt des acheteurs pour les vaches de boucherie en Allemagne étaient pourtant resté vif en février. Cet intérêt est d'abord saisonnier, la viande de réforme est moins chère et davantage consommée au début de l'année. Et c'est d'autant plus vrai cette année que l'inflation est marquée. Face à cette demande saisonnière, les cours des réformes progressent modérément, moins vite que l'an dernier. Ainsi, la cotation est désormais inférieure à celle pratiquée un an auparavant. En semaine 9, la cotation de la vache O atteignait 4,26 €/kgéc (-4% /2022 et +47% /2021) ; soit une progression de +29 centimes (+8%) par rapport à la dernière cotation de 2022.



POLOGNE : les cours des réformes se sont stabilisés

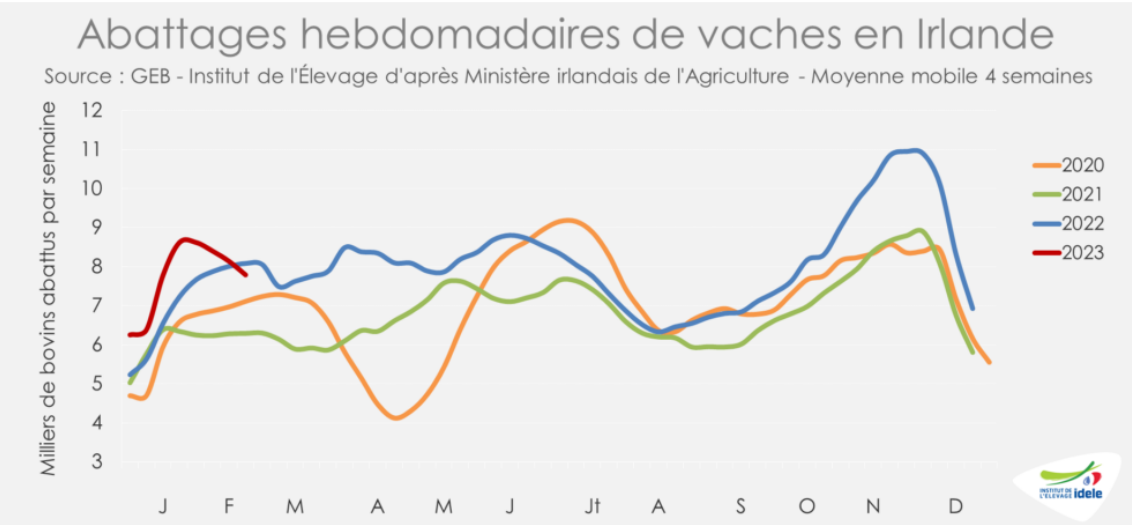
En **Pologne**, après s'être stabilisée sous la barre des 4 euros, les cotations progressent de nouveau. La demande en viande polonaise pour la restauration et la transformation reste soutenue. En semaine 9, le cours de la vache O atteignait 4,07 €/kg de carcasse (+5% /2022 et +54% /2021), après une progression de +6 centimes en un mois (+2%).



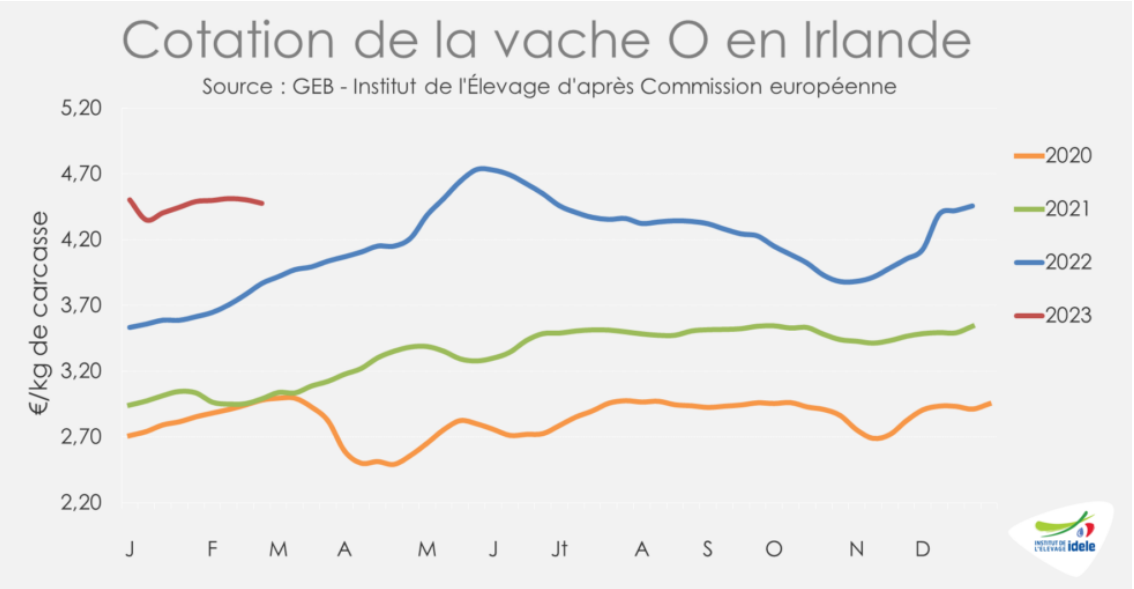
En 2022, les abattages de réformes ont marqué le pas en têtes (-1% /2021 à 546 000 têtes), mais ont été stable en téc (= /2021 à 154 000 téc) d'après Eurostat. En 2023, les disponibilités en réformes pourraient être moindres avec un cheptel de vaches en retrait d'après l'enquête de décembre dernier.

IRLANDE : abattages en recul et prix stables

En **Irlande**, si les abattages de vaches ont été soutenus fin 2022 puis début 2023, le rythme a récemment ralenti. Sur les quatre dernières semaines connues (semaines 6 à 9) les abattages de réformes ont reculé par rapport au niveau élevé de 2022 (-4% /2022, mais +24% /2021) d'après l'indicateur hebdomadaire du ministère de l'Agriculture irlandais.

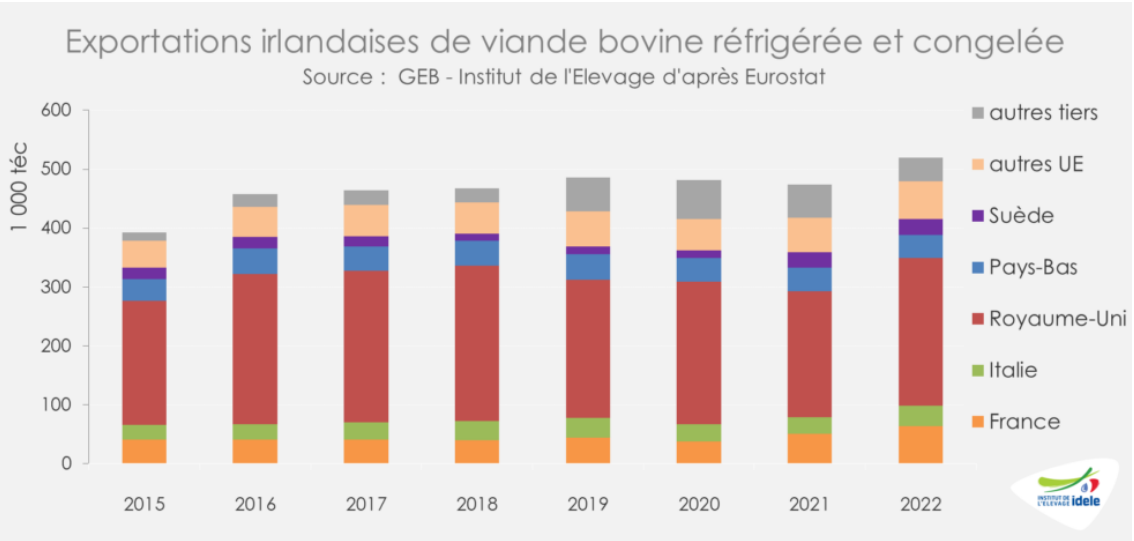


Les cotations sont relativement stables. En semaine 9, la cotation de la vache O atteignait 4,48 €/kg de carcasse (+16% /2022 et +50% /2021). Celle du bœuf R3 a suivi la même tendance, à 5,25 €/kg (+15% /2022 et +39% /2021).



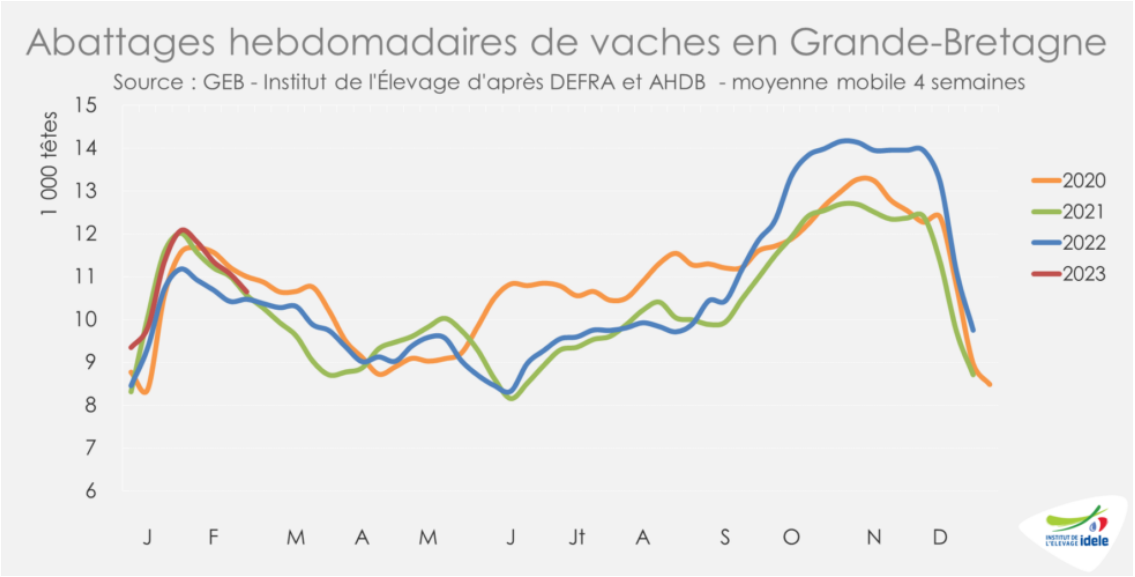
L'offre en ferme est désormais limitée alors que le cheptel de vaches s'est contracté d'après Eurostat. Selon Bord Bia, les abattages de bovins irlandais pourraient chuter de 3 à 4 % en 2023 (soit -50 000 à -60 000 têtes), notamment au premier semestre. Ainsi, d'après Teagasc, les prix des bovins irlandais pourraient augmenter en 2023, d'autant plus que l'offre mondiale et européenne devrait rester limitée.

En 2022, les exportations irlandaises de viande bovine ont battu un record, à 575 000 téc (+11% /2021 et +5% /2020) d'après Eurostat. L'offre soutenue a permis aux opérateurs irlandais d'être offensifs sur le marché européen avec des prix très compétitifs. Elles ont notamment progressé vers le Royaume-Uni (+17% /2021), la France (+25%) ou encore l'Italie (+24%).

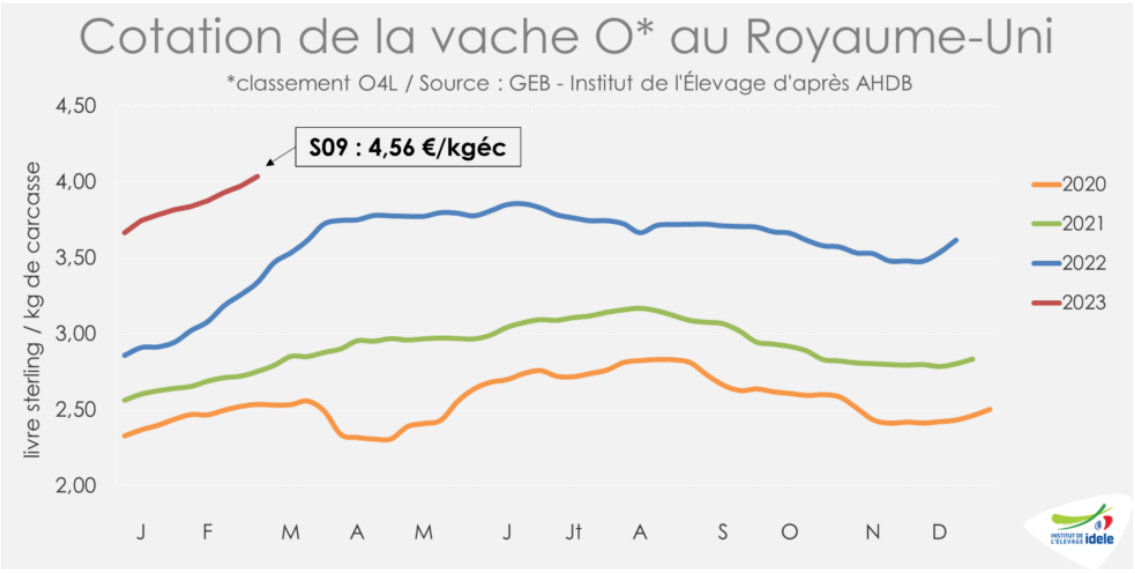


ROYAUME-UNI : les cotations en hausse, les abattages en recul

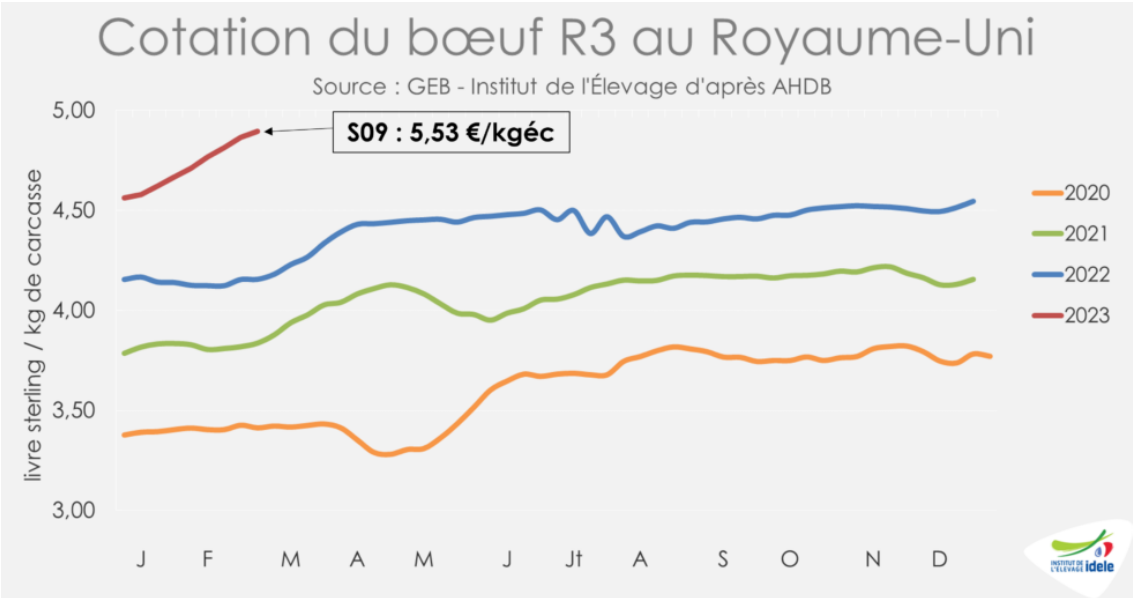
Après un début d'année 2023 plutôt dynamique, le rythme des abattages de bovins a ralenti. Sur les quatre dernières semaines (6 à 9) les abattages de gros bovins étaient sensiblement équivalent aux deux années précédentes (+1% /2022, -1% /2021). Les abattages de vaches étaient en très légère progression (+2% /2022, +1% /2021).



Depuis la fin de 2022, les cotations des réformes sont orientées à la hausse. En semaine 9, le cours de la vache O atteignait ainsi 4,04 £/kg de carcasse (+24% /2022 et +47% /2021) soit 4,56 €/kg. C'est une augmentation de 37 pence depuis le début de l'année (+10%).



Même constat pour le bœuf R3 dont la cotation a progressé de 33 pence depuis le début de l'année (+7%). Elle a atteint à 4,89 £/kg (+18% /2022 et +28% /2021), soit 5,53 €/kg.



Sur l'ensemble de l'année de 2022, les importations britanniques de viandes bovines réfrigérées et congelées ont reculé à 233 000 t (-4% /2021). Les **exportations** ont approché les 124 000 t (+20% /2021) après le creux engendré par le Brexit puis le covid-19. La consommation calculée par bilan a reculé de -5% /2021, probablement en raison des difficultés économiques rencontrées par la population britannique. D'après une enquête AHDB, 59% des ménages déclaraient en novembre avoir été moins bien lotis financièrement ces derniers mois.

En 2023, la production pourrait légèrement augmenter en lien avec une disponibilité accrue de bovins (+0,6% /2022) d'après AHDB. Avec l'inflation, la consommation domestique devrait en revanche diminuer de -2%. En conséquence, AHDB anticipe une baisse des importations (+2% /2022) et une hausse concomitante des exportations (+3%).

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

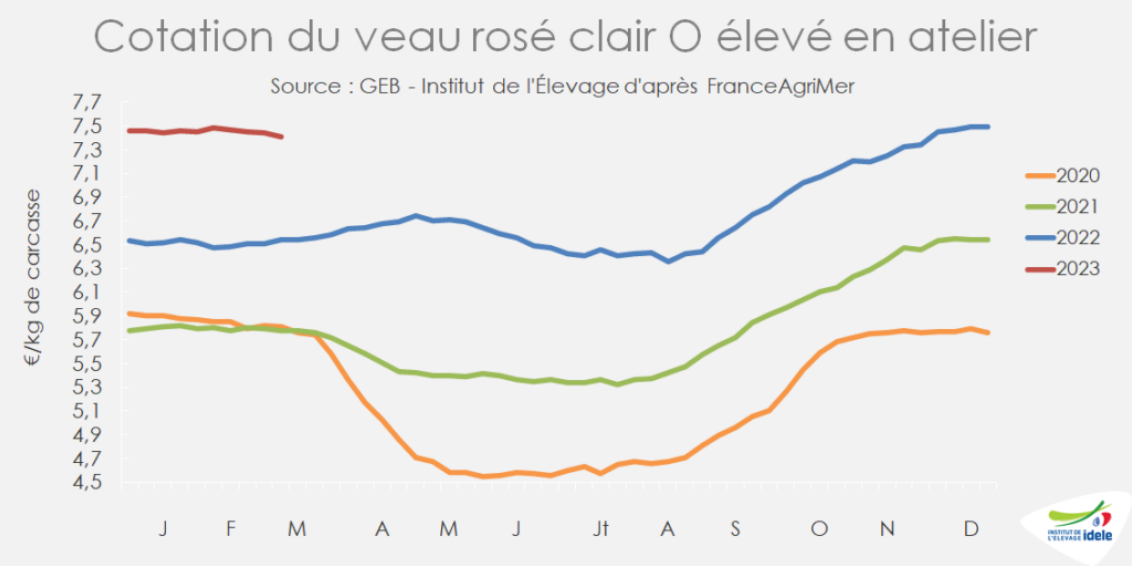
Demande ferme en fin d'hiver face à des disponibilités limitées

Dernière révision le 21 mars 2023

En mars, la demande en viande de veau est restée ferme en Europe, soutenant les cours dans les principaux pays producteurs. En parallèle, la production baissait début 2023, du fait des mises en place prudentes au premier semestre 2022. Côté coûts de production, la décrue s'est poursuivie à un rythme lent, tant pour l'énergie que pour l'aliment.

Cotation stable et élevée

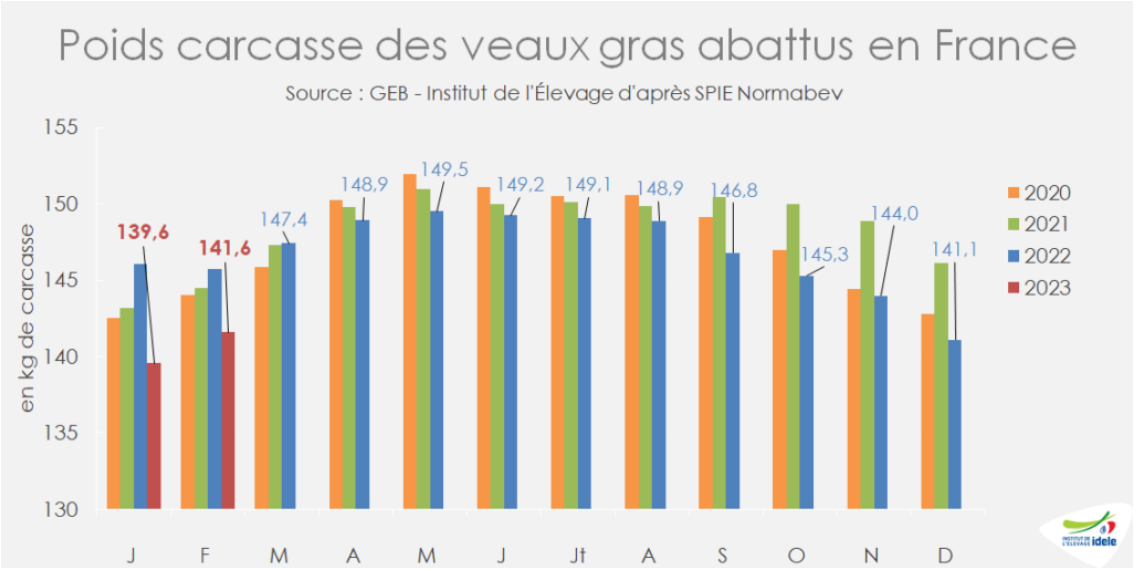
En février, les cours des veaux de boucherie étaient élevés bien qu'orientés légèrement à la baisse du fait du repli de l'engraissement de veaux en France, limitant l'offre en animaux finis. En semaine 10, le v**eau rosé clair O élevé en atelier** cotait 7,41 €/kg éc, en repli limité (-7 cts/kg éc) sur quatre semaines, mais en nette progression sur un an (+87 cts/kg éc ou +13% /2022). La tendance du **veau rosé clair R élevé en atelier** était similaire : à 7,71 €/kg éc en semaine 10, il s'est replié de -7 cts/kg éc sur quatre semaines, mais se situait +83 cts/kg éc sur un an (+12% /2022).



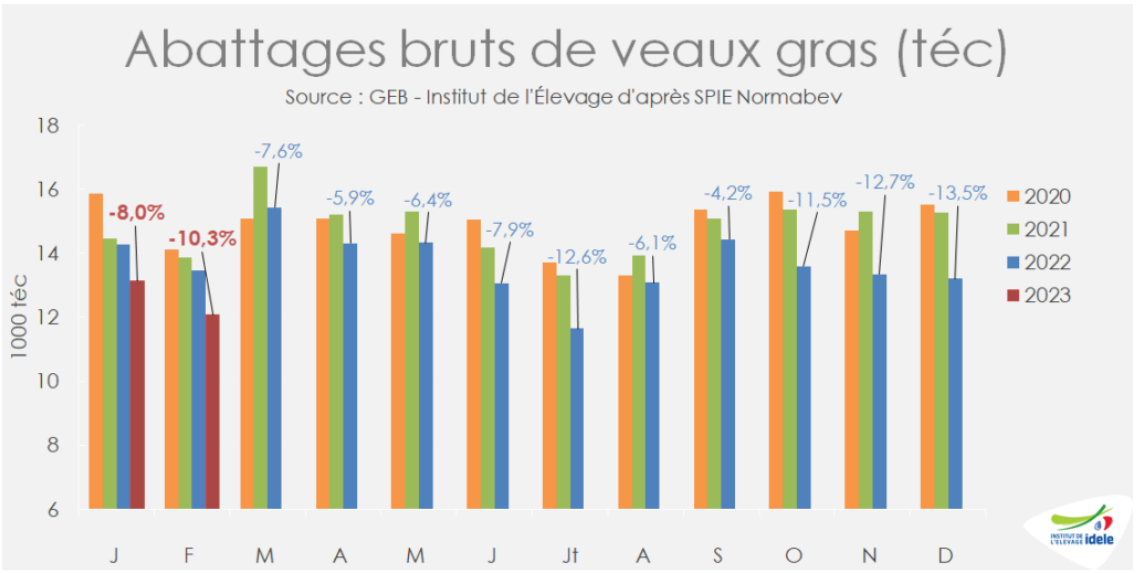
Les prix des veaux sous la mère étaient stables début 2023. En moyenne entre les semaines 7 et 10, le **veau rosé clair U élevé au pis** cotait 9,28 €/kg éc, en progression sur un an (+60 cts/kg éc ou + 7% /2022), mais en légère baisse saisonnière sur un mois (-8 cts/kg éc).

Disponibilités limitées

L'offre française en veaux de boucherie est restée limitée en février, avec **85 000 têtes abattues** d'après SPIE et Normabev (-7,6% ou -7 000 têtes /2022, -11% /2021). Début 2022 les intégrateurs ont réduit les mises en place du fait de la baisse des disponibilités en petits veaux laitiers et de la crainte de coûts de l'énergie prohibitifs pendant l'hiver 2022-2023. L'arrêt d'activité de petits intégrateurs et le départ à la retraite de nombreux éleveurs (fermeture de 140 ateliers de plus de 50 veaux/an en 2022, soit -7% /2021, et déficit de 47 000 veaux) ont de plus réduit le potentiel de production. Les poids carcasse ont aussi reculé, conséquence de plans d'alimentation plus fibreux et de sorties plus précoces des animaux, avec un **âge moyen à l'abattage de 183,4 jours** (-1 j /2022). Ainsi, **les veaux abattus en février ont pesé en moyenne 141,6 kg éc** (- 4 kg /2022, et -3 kg /2021).



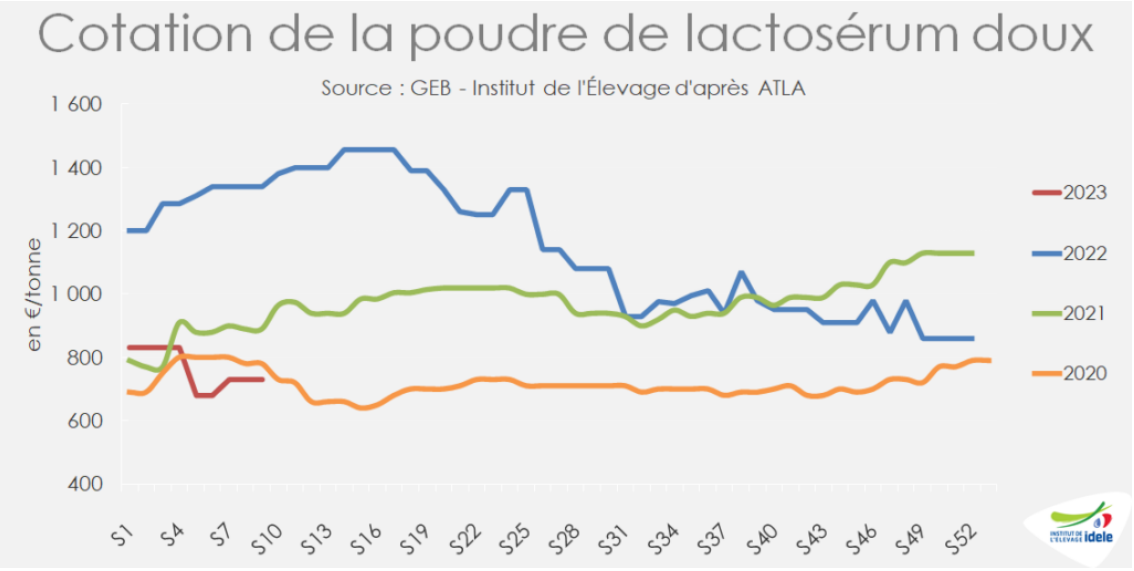
Conséquence de la baisse des poids carcasse et de la baisse des effectifs abattus, la production de viande de veau a logiquement chuté de -10% /2022, à **12 000 téc** en février (-1 500 téc /2022, données SPIE et Normabev). En cumul sur deux mois, 25 000 téc de viande de veau ont été produites en 2023, en baisse de -9,1% /2022.



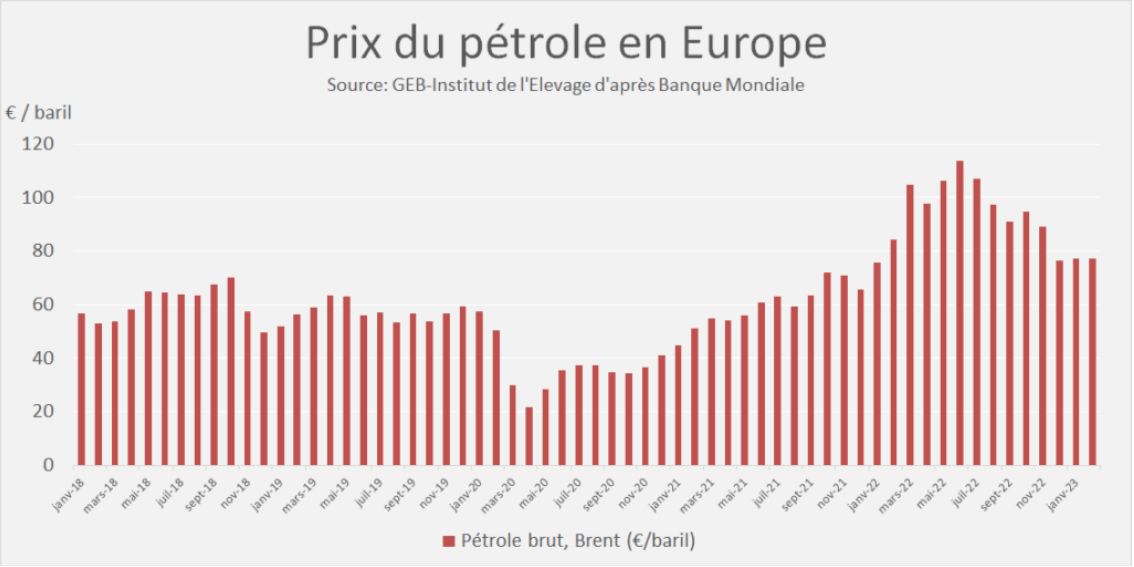
Des coûts de production orientés à la baisse

Depuis mi-2022, les cours des matières premières lactées ont été en repli faute de demande mondiale. Le prix de **la poudre de lait écrémé** a légèrement remonté à partir de la semaine 5 de 2023, pour atteindre 2 610 €/t en semaine 9 (-31% /2022). La **poudre de lactosérum doux**, qui a suivi une tendance similaire, a coté la même semaine 730 €/t (-46% /2022).

En janvier 2023, l'**IPAMPA aliment d'allaitement pour veaux** était en baisse par rapport à décembre, à 157,7 points (-7% /pic de juillet 2022), mais toujours supérieur à sa valeur de l'année dernière (+11% /2022). L'**IPAMPA aliments fibreux** s'établissait à 151,3 points, stable depuis l'automne 2022, mais toujours très élevé (+24% /2022).



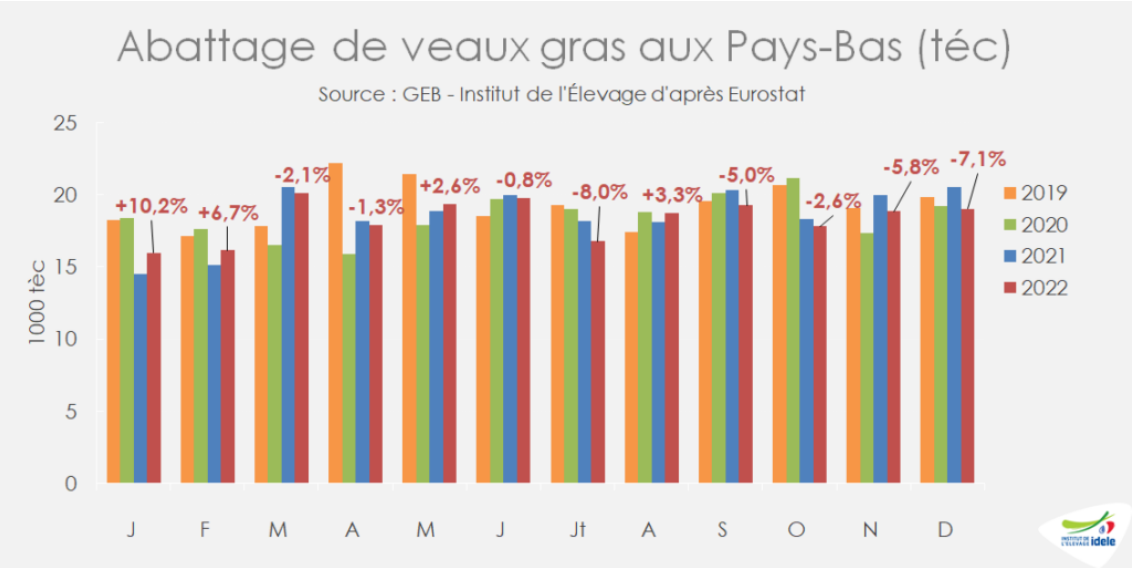
Au niveau de l'énergie, l'**IPAMPA gaz** était également stable sur un mois, après le pic constaté à l'automne 2022, mais restait très nettement supérieur (+11 %) à sa valeur de janvier 2022. Dès février, les comparaisons se feront à contexte international similaire (guerre en Ukraine), l'écart sur un an devrait donc se resserrer. Le **prix du *Brent* de Mer du Nord**, dont le propane est un dérivé, était stable en février 2023, à 77 €/baril (-9% /2022).



Pays-Bas : forte baisse des abattages fin 2022

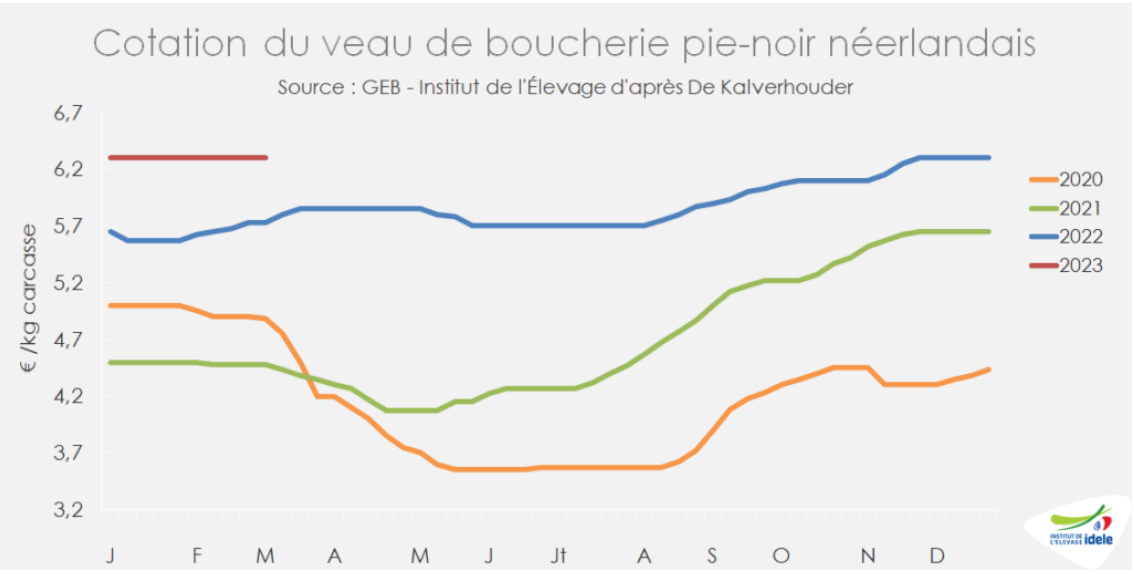
En décembre, d'après Eurostat, **les abattages néerlandais ont atteint 127 000 têtes** (-6,5% /2021) pour 19 000 téc (-7,1% /2021).

Malgré cela, la **production de viande de veau** a été presque stable en 2022, à **220 000 téc** (-1,3% /2021). Les **effectifs abattus** ont nettement progressé, à **1 428 000 têtes** (+2,2% /2021), mais leur **poids carcasse** a chuté de 5 kg /2021 (**154 kg éc** en moyenne en 2022). Au premier semestre, la production avait nettement augmenté par rapport à 2021, à 109 000 téc (+2% /2021) pour 711 000 têtes (+6% /2021), la comparaison se faisant avec le 1er semestre 2021 encore très marqué par les restrictions en RHD liées à la covid-19. Pour le deuxième semestre 2022, qui se compare à un second semestre 2021 sans restriction, la production était en baisse, à 111 000 téc (-4,3% /2021) pour 717 000 têtes (une baisse plus restreinte en nombre de têtes, à -1,4% /2021).



De manière similaire à la situation française, les intégrateurs néerlandais avaient donc été prudents dans leurs mises en place début 2022, dans un contexte de forte inflation des coûts de production. En comparant avec la situation pré-covid, l'année 2022 a connu un recul de la production (-4,3% /2018 en téc, l'année 2019 n'étant pas utilisée dans la comparaison pour cause de surproduction), lié notamment à une baisse de volumes abattus (-3,1% /2018 en têtes).

En mars 2023, la **cotation du veau de boucherie néerlandais** est restée stable, à 6,30 €/kg éc, et élevée (+10% ou 57 cts /2022). Niveau maintenu depuis fin novembre 2022. La forte demande européenne et la faiblesse de l'offre soutiennent les prix et n'annoncent pas de baisse saisonnière.



la France laitière toujours singulière au sein de l‘UE-27

Dernière révision le 21 mars 2023

Cet hiver, comme au 2nd semestre 2022, la collecte française a encore reculé, malgré un prix du lait bien orienté, même s'il est un des moins élevés au sein de l'UE-27.
La production laitière est en revanche toujours bien relancée en Europe du Nord, où le prix du lait subit désormais de sérieux correctifs, ce qui pourrait avoir des effets après le pic laitier de ce printemps.

Elle connait par ailleurs des évolutions contrastées dans les principaux bassins excédentaires.
Côté consommation, les ménages français, confrontés à une inflation alimentaire désormais élevée, réduisent sensiblement les volumes achetés de produits laitiers.

Lait de vache » Collecte laitière »

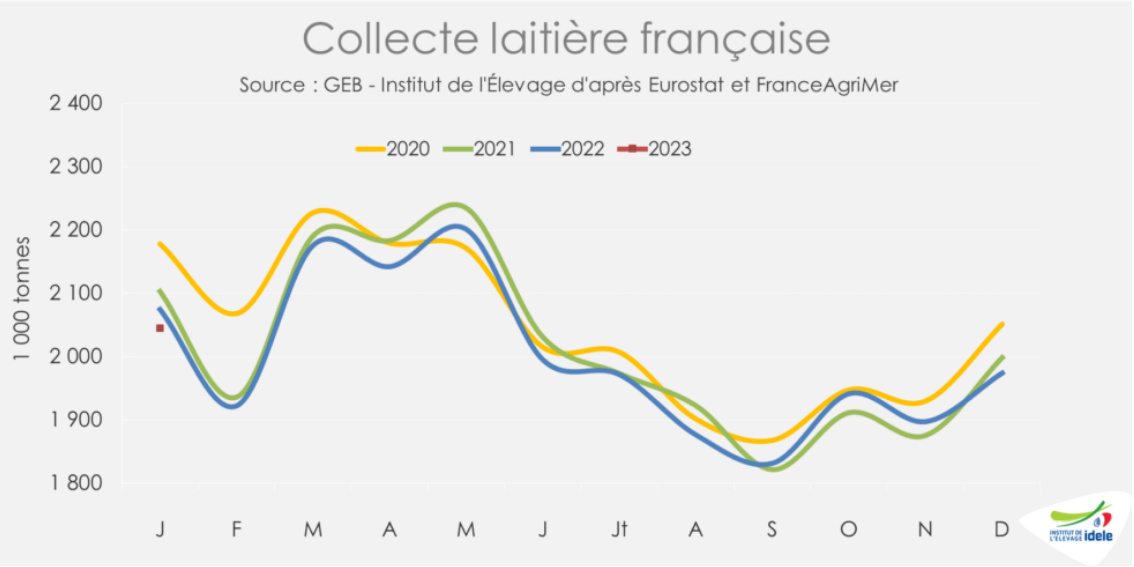
France : nouvelle année synonyme de nouvelle baisse

Dernière révision le 21 mars 2023

La collecte française a poursuivi son recul en ce début d'année, tendance préoccupante qui semble perdurer. Le prix du lait a prolongé sa hausse en janvier, mais la perspective d'une baisse prochaine se profile.

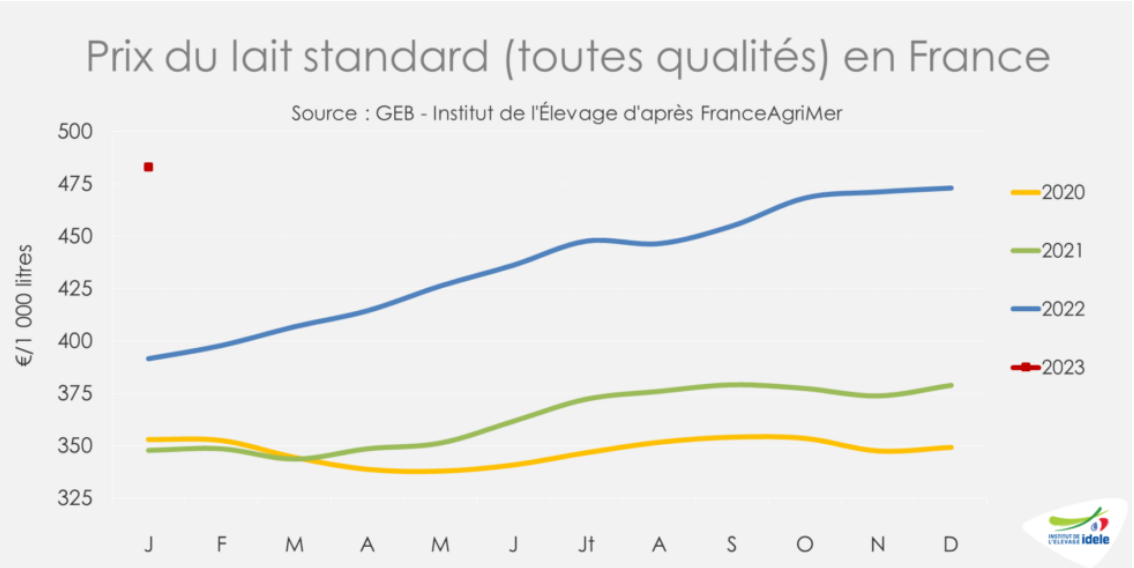
La collecte de lait continue de décliner en France

La collecte française poursuit son repli début 2023. En janvier, la baisse a atteint -1,4% /2022. Et en février, elle devrait être un peu moindre, d'environ -1% selon les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer. Le nombre de vaches laitières se réduit inexorablement et la chute s'est intensifiée en février avec une perte de -2,4% /2022. La production baisse en raison d'un recul constant du cheptel et de stocks fourragers au plus bas. Toutefois, le recours aux aliments achetés a progressé depuis l'été dernier (+2,4% en juillet 22-janvier 23 /juillet 21-janvier 22 – Source SNIA) avec la bonne tenue des cours du lait. Les éleveurs espèrent mettre au pâturage leurs vaches tôt ce printemps et refaire leurs stocks, après une mauvaise année fourragère 2022.



Le prix du lait a maintenu sa hausse en janvier

En janvier 2023, le prix du lait standard (toutes qualité) en France a atteint 483 €/1 000 l, en hausse de 10 € comparé à décembre. Il a poursuivi sa progression entamée en 2022. Au regard de l'évolution des prix des ingrédients laitiers (beurre/poudre maigre) et du prix du lait en Allemagne, le prix du lait en France pourrait baisser dans les prochains mois. La question est de savoir à partir de quand et avec quelle ampleur. La baisse semble étroitement liée à l'évolution de la collecte dans l'UE-27.



La marge MILC lait de vache en France s'est stabilisée en janvier 2023 à 170 €/1 000 l. Le produit lait s'est légèrement amélioré et le produit des ventes d'animaux est resté stable. Les charges, quant à elles ont très légèrement progressé. Le poste engrais s'est réduit, mais le poste énergie s'est apprécié. Sur un an, la MILC a augmenté de +66 €/1 000 l. La hausse du produit lait (+98 € sur 1 an) et celle des autres produits (+15 €) compensent largement l'augmentation des charges (+47 €).

Lait de vache » Collecte laitière »

Les regards sont tournés vers la production de l'Union européenne

Dernière révision le 21 mars 2023

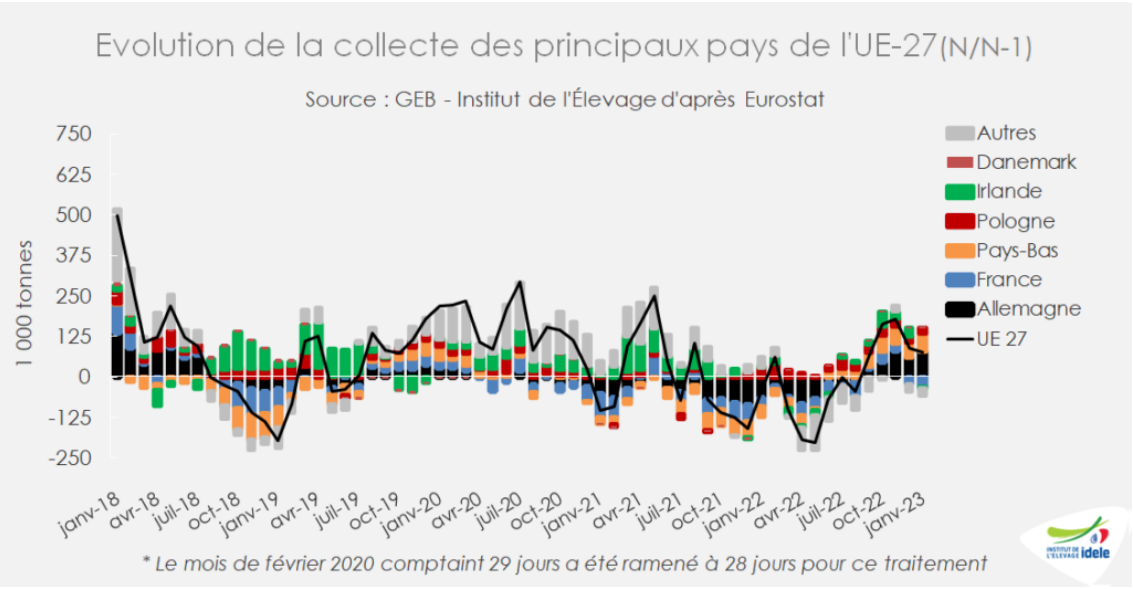
Les incertitudes sont nombreuses sur 2023. La demande mondiale semble montrer des signaux de reprise notamment en Asie du Sud-Est. La Chine pourrait également revenir aux achats, mais surtout en matière grasse. La dynamique de collecte aux États-Unis, en place depuis la mi-2022, semble toujours d'actualité pour le moment avec des exports importants tandis que la production océanienne reste à la peine. Dans ce contexte, l'évolution de la collecte européenne est très surveillée, car plus incertaine, et pourrait modifier l'équilibre entre offre et demande.

Collecte européenne : la hausse observée en janvier est-elle durable ?

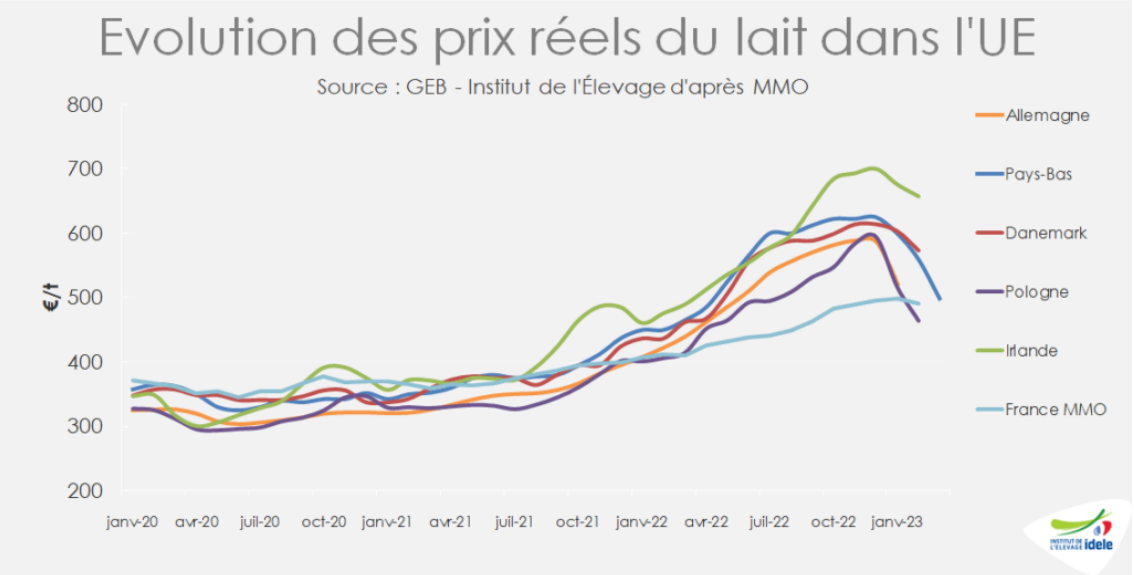
Dans l'UE-27 en 2022, les prix du lait record ont finalement incité les producteurs à augmenter la collecte surtout dans les pays d'Europe du Nord. Elle termine en légère hausse (+0,6% /2021) au 2nd semestre et globalement stable sur l'année (-0,1% /2021 à 143,5 Mt).

La collecte a surtout été dynamique dans les pays de l'Europe du Nord et cela reste vrai début 2023. Les éleveurs profitent des prix du lait incitatifs pour accentuer la complémentation. D'ailleurs, les volumes sont en hausse tout comme les taux de matière grasse et matière protéique.

Ainsi, en Allemagne, la collecte au mois de janvier ressortait en hausse de +3% /2022 et +3,4% en matière solide utile (MSU). En Belgique, la hausse est plus forte encore à +4,7% en volume et +5,9% en MSU. Aux Pays-Bas, la collecte a augmenté de +4,7% /2022 et de +5,8% en MSU.



Cependant, si les prix du lait étaient encore particulièrement élevés en début d'année, ils ont amorcé une forte baisse dans ces pays. FrieslandCampina, collecteur prédominant des Pays-Bas, a annoncé un prix du lait de base au mois de mars juste sous les 500 €/t. En Belgique, Milcobel l'aurait ramené à 431 €/t pour mars également.



A l'inverse, si les coûts de production n'augmentent plus mais ne baissent pas encore. Il pourrait donc y avoir un effet ciseaux entre la chute des prix du lait et le maintien sur des niveaux élevés des charges dans les mois à venir. Ces éléments pourraient pousser les éleveurs, après le pic laitier, à réduire la complémentation d'une part et baisser le cheptel de l'autre. En effet, les réformes ont été retardées en fin d'année 2022 et le prix de la viande reste très incitatif actuellement.

Une nouvelle baisse de la collecte dans les pays de l'Europe du Nord dès la fin du pic laitier est fort probable.

Quelle ampleur de la baisse dans le sud de l'Europe ?

A l'inverse, dans le Sud, la baisse de la production reste de mise. En janvier, la collecte affiche un repli de -1,4% /2022 en Espagne et de -3% en Italie. Ces deux pays sont pénalisés par des coûts d'alimentation importants.

De plus, les craintes qui pèsent d'ores et déjà sur les disponibilités en eau inquiètent quant à la météo printanière et estivale. Les précipitations depuis janvier sont pour le moment insuffisantes et peu de pluies sont prévues prochainement. Il est difficile d'être optimiste sur l'évolution de la collecte pour les mois à venir dans ces deux pays.

Lait de vache » Collecte laitière »

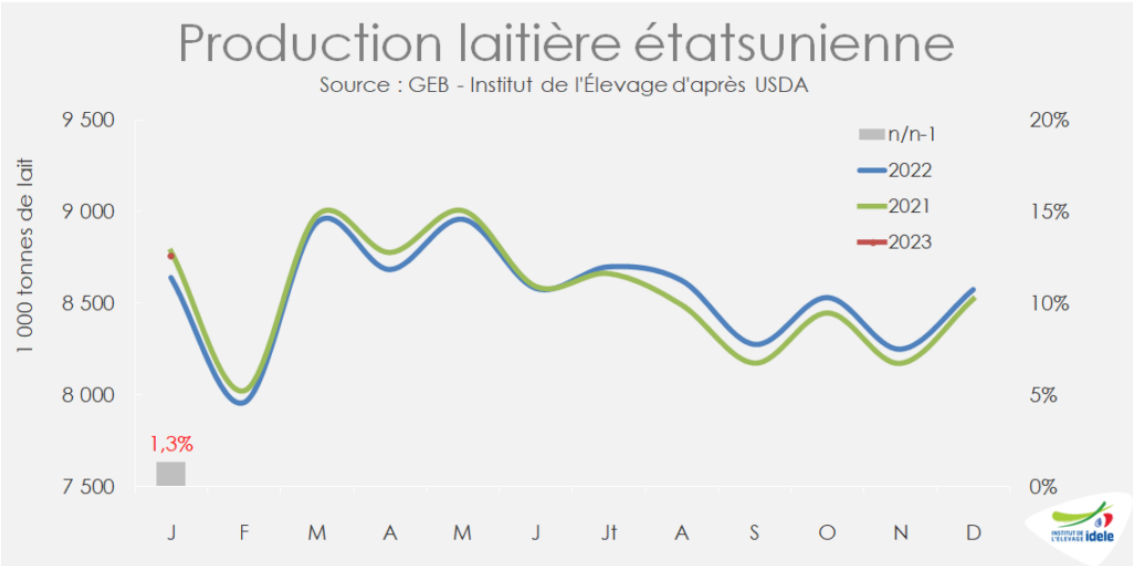
Poursuite des tendances observées fin 2022 chez les principaux pays exportateurs mondiaux

Dernière révision le 21 mars 2023

L'année 2022 s'est terminée avec un bilan contrasté entre les deux hémisphères et les deux semestres. Si la collecte a terminé l'année en hausse dans l'hémisphère Nord au 2ème semestre, celle de l'hémisphère Sud était toujours en territoire négatif. Les tendances du début d'année 2023 restent pour le moment inchangées.

États-Unis : des exports en forte hausse grâce à une collecte dynamique

La collecte étatsunienne ressortait en hausse de +1,3% au mois de janvier /2023, grâce à une hausse du cheptel (+0,4% à 9,4 M de têtes) et une amélioration des rendements (+0,9% /2022).



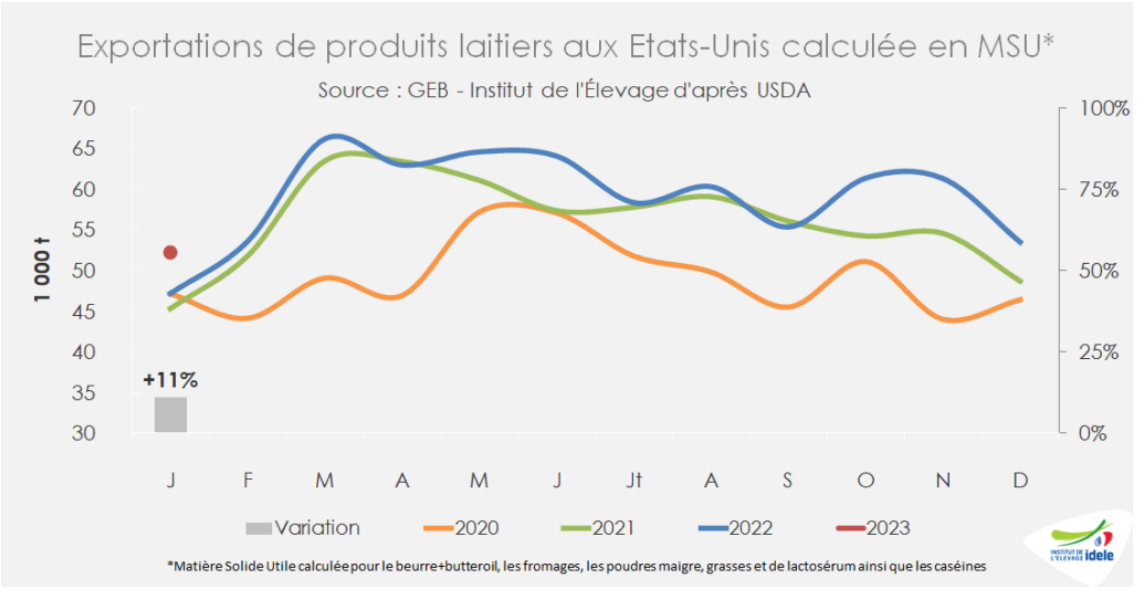
Toutefois, selon des analystes locaux, cette dynamique pourrait s'essouffler dans les mois à venir car il sera plus difficile d'aller chercher des marges de progression dans le contexte actuel. En effet, les prix du lait ont baissé au mois de janvier (-6% en un mois et -5% /2022) face à des coûts alimentaires stables et toujours élevés (+20% /janvier 2022). La marge sur coût alimentaire s'est donc dégradée en janvier de -20% en un mois et de -31% /2022. Dans le même temps, les abattages de vaches laitières semblent s'accélérer (+14% /2022) ainsi que ceux des génisses (+7%).

Par ailleurs, de très fortes pluies se sont abattues en février et mars sur la Californie, rendant moins propice la production laitière (collecte stable en janvier).

Les volumes supplémentaires collectés, notamment dans la région des Grands Lacs (+1,6% dans le Wisconsin en janvier), ont été principalement orientés vers les fabrications de fromages (+3,2% au mois de janvier /2022 à 548 000 t), mais également vers les ingrédients beurre et poudre maigre (respectivement +3,8% soit 91 000 t et +2,8% soit 99 000 t).

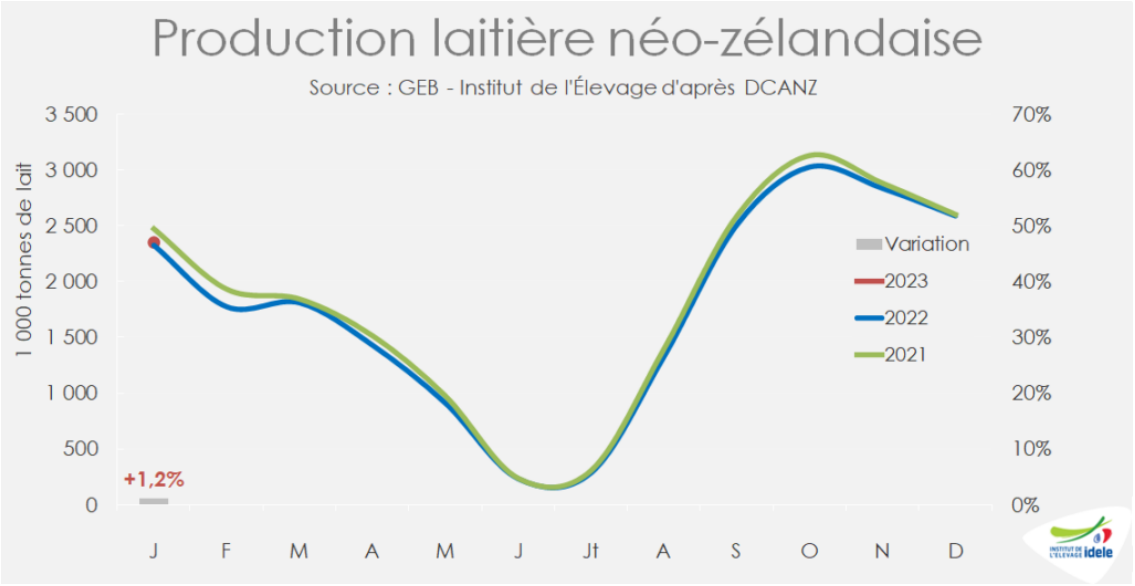
Les fabrications de produits de grande consommation comme certains produits frais (yaourts et fromages blancs notamment) et les glaces ont augmenté par rapport à l'an dernier. Après les effets du covid-19 et de l'inflation alimentaire, l'index de performance des restaurants (RPI) semble se reprendre indiquant une meilleure fréquentation des restaurants. Les opérateurs espèrent donc un sursaut de la consommation nationale de produits laitiers dans les prochains mois.

Par ailleurs, les exportations ont conservé leur dynamisme en janvier (+11% /2022 en MSU pour les 6 principaux produits). Les envois de fromages étaient toujours en hausse (16% /2023 à 34 000 t) notamment vers le Mexique (+21%) et le Japon (+35%). Les exportations de poudre maigre ont le même mois augmenté de +15% à 68 000 t, avec un quasi doublement des volumes vers le Mexique, principal importateur.

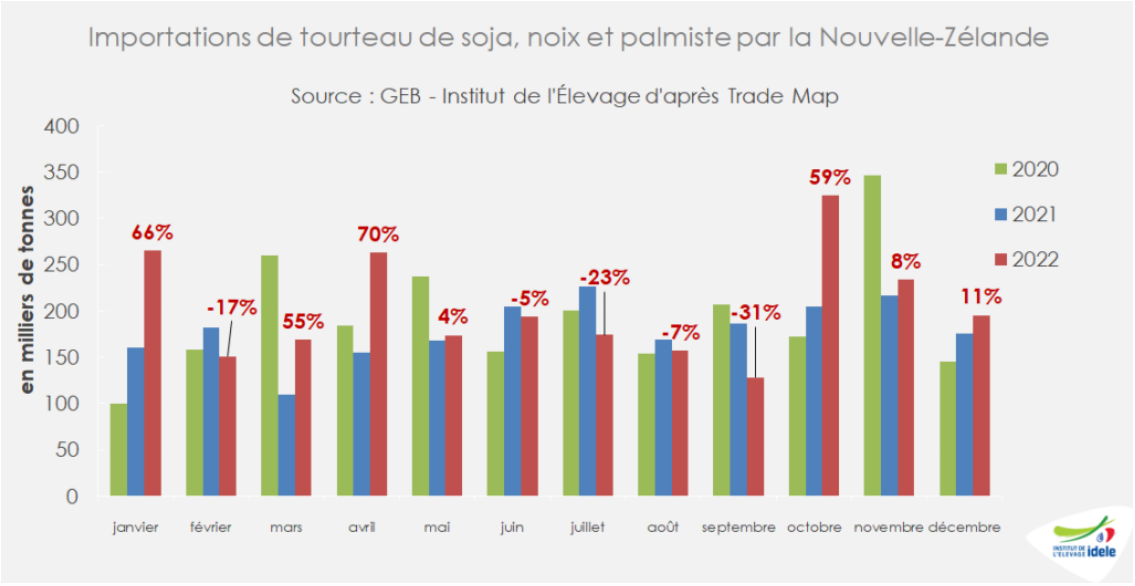


Néanmoins, le dynamisme des exports n'a pas suffi à absorber l'intégralité des hausses de fabrications. Les stocks sont donc en nette hausse en beurre (+20% à 120 000 t), en poudre maigre (+5% à 126 000 t) et demeurent en fromages sur les mêmes niveaux record que l'an dernier (654 000 t).

Nouvelle-Zélande : rebond de la collecte en janvier, principalement dans l'île du Nord

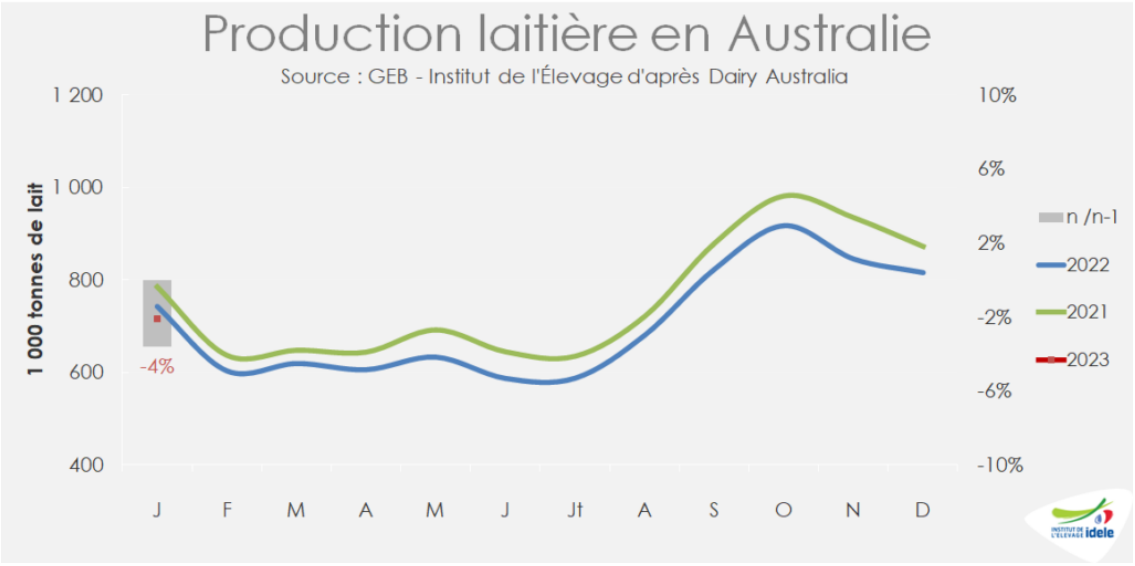


La collecte en Nouvelle-Zélande s'est reprise au mois de janvier de +1,2% /2022. Selon des analystes locaux, elle aurait été en hausse de +4,4 % dans l'île du Nord et en léger repli de -0,7 % dans l'île du Sud. La production de lait dans l'île du sud est rendue plus stable par la très forte utilisation de l'irrigation. Dans l'île du Nord, les éleveurs ont davantage recours à de la complémentation en maïs et en tourteau. En 2022, les importations de tourteaux de soja et de palmiste (kernel) ont augmenté de +13% à 2,4 Mt.



Australie : une production en chute libre

La collecte australienne a encore chuté en janvier de -3,6% /2022 et de -6,6% depuis le début de la campagne (juillet 2022 à juin 2023). Seule la Tasmanie semble résister avec une hausse de +6,2% en janvier et +0,7% sur 7 mois (14% de la production nationale). Autrement, le Victoria (61% de la production de lait nationale) enregistre un fort repli (-5% en janvier et -7% sur la saison), tandis que le New South Wales (12% de la production nationale) subit un recul de -11% en janvier à cause de fortes inondations.

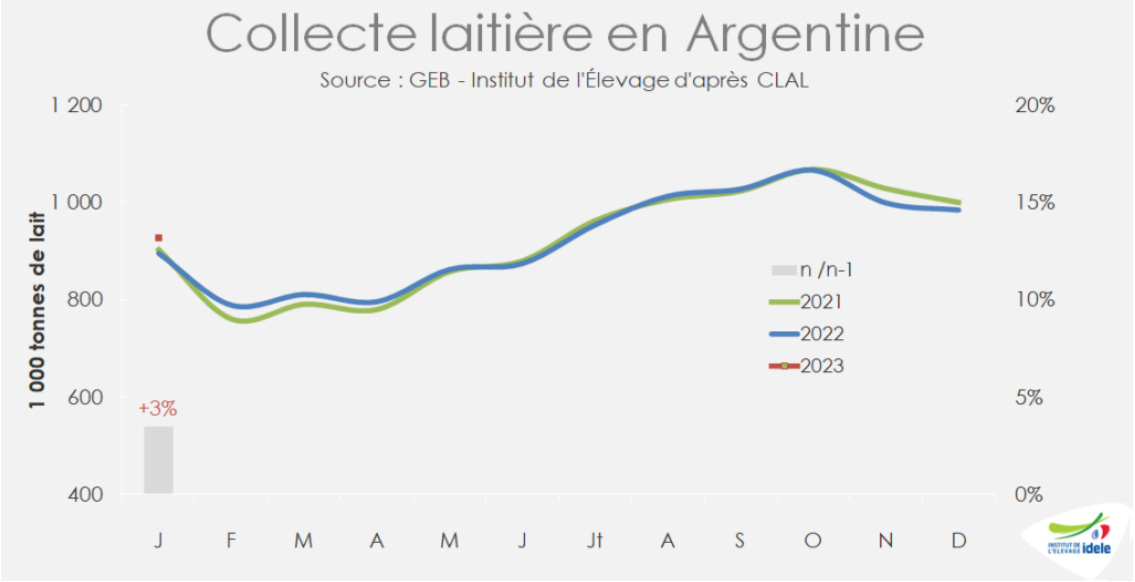


Dans ce contexte, les exportations australiennes sont en fort recul au mois de janvier : -42% d'une année sur l'autre en fromages à 7 600 t, -69% en beurre à 800 t, -50% en poudres grasses à 2 600 t et -23% en poudre maigre à 11 000 t.

Argentine : les fortes chaleurs limiteront certainement la dynamique actuelle

La hausse des prix du lait en Argentine a incité les éleveurs à augmenter la complémentation des vaches et conduit à une progression de la collecte en janvier (+3% /2022)

Cependant, les températures à la fin de l'été austral sont exceptionnellement élevées, proches ou supérieures à 30°C depuis plusieurs semaines dans le bassin laitier alors que l'automne austral a démarré. Les pluies attendues sont très faibles. Cette météo est problématique tant pour les vaches que pour les récoltes de maïs et de soja.



Lait de vache » Consommation »

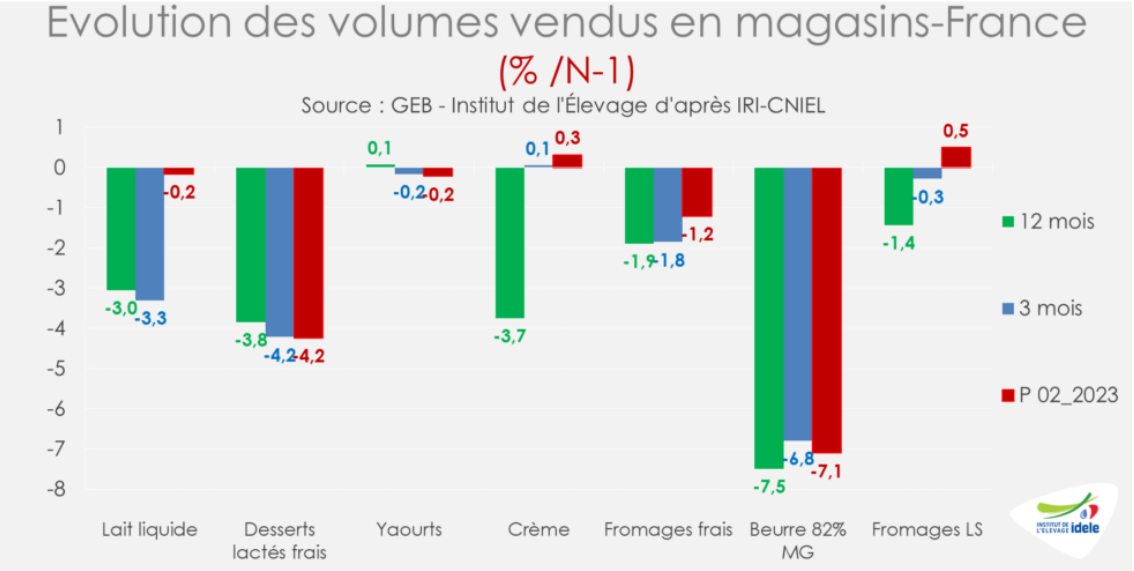
France : des produits laitiers moins achetés par les ménages et moins exportés

Dernière révision le 21 mars 2023

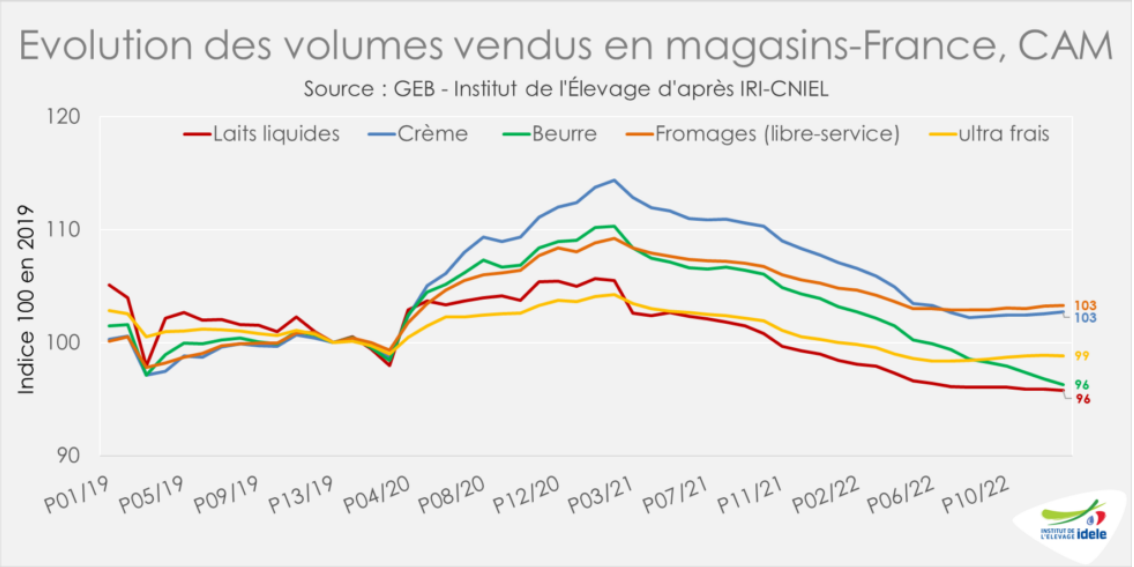
Les tendances de vente observées en 2022 semblent persister en ce début d'année 2023. Les achats des ménages sont en berne et les exportations se dégradent en volume.

Le beurre premier touché par la baisse des ventes de produits laitiers

Les volumes vendus de produits laitiers en magasins ont légèrement baissé en février (-0,7% /2022), après une forte chute en janvier (-5,1% /2022). Le beurre reste le produit le plus impacté par le recul des ventes (-7,1% en février). Les ventes des autres produits laitiers sont demeurées stables en volume en février voire ont légèrement augmenté, à l'exception des desserts frais (-4,2%) et des fromages frais (-1,2%). Les fromages et la crème restent les moins marqués par la baisse des achats. Les prix à la vente des produits laitiers ont dans le même temps explosé en février (+18% /2022). Le beurre a continué de voir son prix s'envoler (+24%).

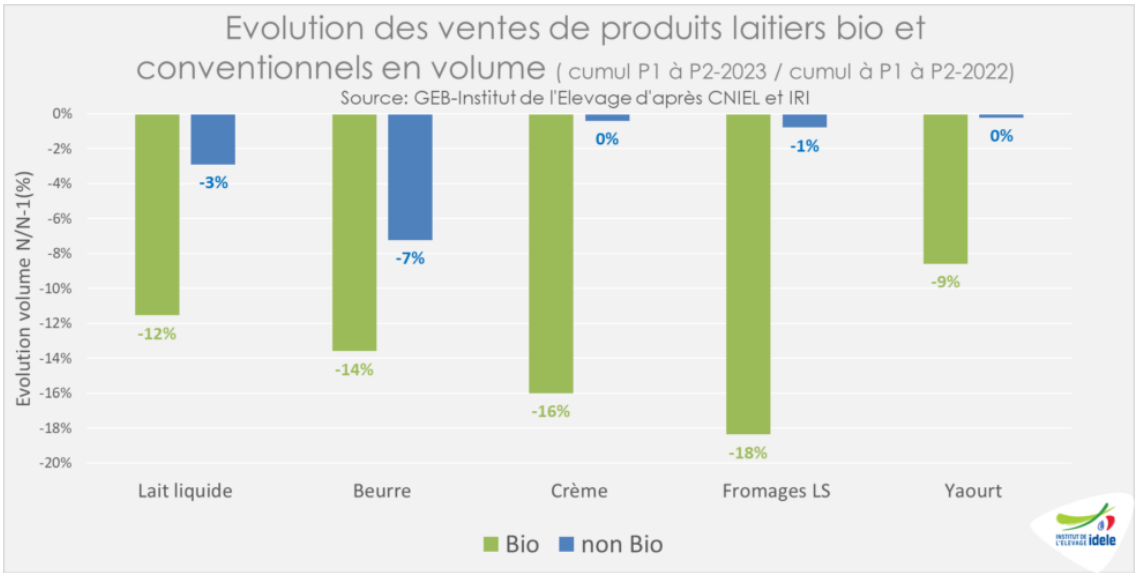


Sur ce début d'année, les ventes de produits laitiers en magasins ont ainsi continué de baisser, s'inscrivant dans la tendance constatée en 2022. Sur l'année 2022, les ventes ont reculé de -2,5% /2021 en volume, mais se sont appréciées de +5,2% en valeur, avec la hausse des prix. En comparaison avec l'année 2019 (avant covid-19), les ventes de produits laitiers ont enregistré une baisse de -1,6%. Le beurre et les laits liquides ont affiché un repli marqué, de -4% /2019, quand les fromages et la crème ont progressé de +3%. Il est à noter que depuis mi-2022, les ventes de produits laitiers ont tendance à se stabiliser, à l'exception du beurre en chute libre.



Les consommateurs se détournent des produits laitiers bio

Selon les catégories de produits, le recul des ventes n'a pas été de même ampleur. Les produits laitiers biologiques sont de plus en plus délaissés par les ménages. En cumul sur les deux premières périodes de l'année, les ventes de produits laitiers bio se sont fortement rétractées de -9% /2021 pour les yaourts et jusqu'à -18% pour les fromages.

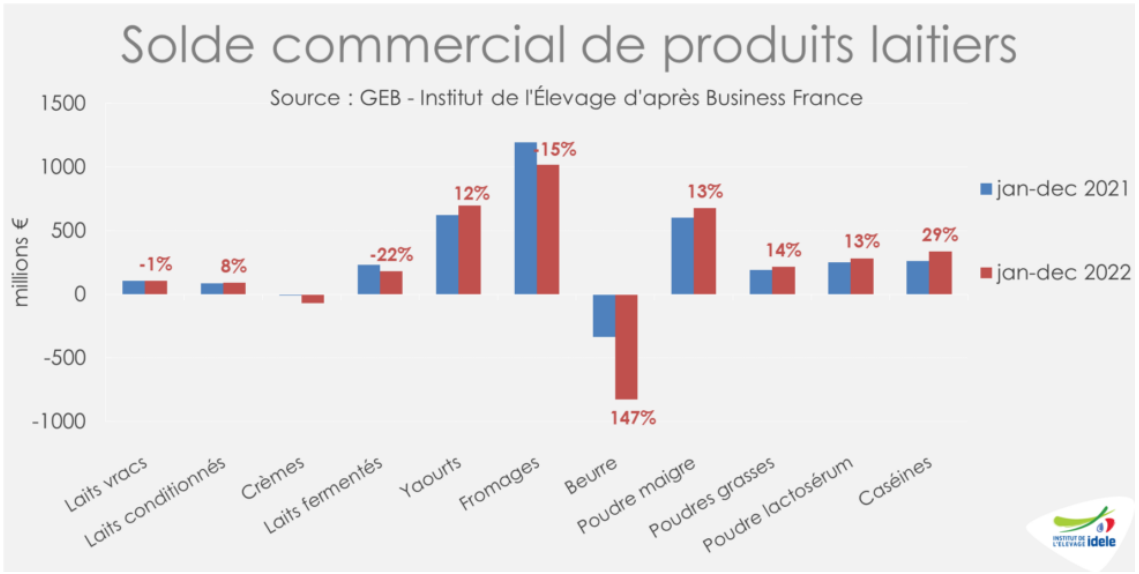


Les produits laitiers biologiques entament leur 3ème année de recul des ventes en magasins. En 2021, les ventes se sont déjà repliées de -5% à -12% /2020 selon les produits. Et en 2022, la situation s'est aggravée avec un recul de -8% à -16% /2021. Les laits conditionnés et les yaourts résistent mieux quand la crème et les fromages s'écroulent. Et dans le contexte actuel d'inflation, les achats de produits laitiers bio ne devraient pas repartir de si tôt. Ce qui n'est pas sans préoccuper la filière dont la collecte de lait bio devrait au mieux rester stable voire légèrement baisser en 2023. Le lait déclassé, encore en proportion importante cette année, devra nécessairement être bien valorisé pour ne pas impacter à la baisse le prix du lait bio.

L'excédent commercial laitier français s'est de nouveau dégradé en janvier 2023

Le bilan du commerce extérieur n'est guère meilleur. En janvier 2023, les exportations de produits laitiers ont continué de diminuer en volume. Le recul est particulièrement important pour les laits conditionnés (-27% /2022), la poudre de lactosérum (-19%), le lait vrac (-17%) ou encore les poudres grasses (-11%). A contrario, les importations ont progressé en volume pour presque tous les produits, particulièrement le lait vrac (+36% /2022), le beurre (+15%) et la crème (+14%). Le solde commercial s'est réduit de -2% /2022 à 275 millions €. Ce mois de janvier prolonge les tendances à l'œuvre en 2022.

Sur l'année 2022, les exportations ont certes progressé en valeur (+16% /2021), mais les importations, en forte hausse, les ont largement surpassées (+38% /2021). L'excédent commercial s'est ainsi dégradé et est retombé à son niveau de 2018 (-12% /2021), à près de 3 milliards €. Les exportations se sont réduites en volume sur presque tous les produits, à l'exception du lait vrac (+9% /2021). Avec la baisse de collecte annuelle (-0,7% /2021), les importations ont augmenté, particulièrement sur le lait vrac (+37% /2021 en volume) et le beurre (+10% /2021).



Pour la cinquième année consécutive, le solde commercial des fromages s'est encore détérioré, de -15% /2021 à +1,02 Mrd € en 2022. A noter un recul des importations de fromages fondus (-14 % en volume) et une chute des fromages râpés (-57%). En revanche, les importations de cheddar ont bondi de +25%, principalement en provenance du Royaume-Uni.

Pour le beurre, les exportations sont restées stables en volume et ont progressé de +32% en valeur en 2022. Toutefois, les importations ont augmenté de +10% en volume et de +76% en valeur, hausse qui incombe à la Belgique, l'Allemagne et la Pologne notamment. Le déficit commercial s'est encore creusé, à -827 M€ en 2022. Le solde commercial de la crème a été de nouveau déficitaire, s'élevant à -69 M€. En 2022, l'excédent commercial en ingrédients secs a atteint +1,5 Mrd €, en hausse de +14% /2021 en raison de l'amélioration des cours des ingrédients laitiers.

Début d'année difficile en Irlande et au Royaume-Uni

Dernière révision le 21 mars 2023

Alors que la production se maintient ou s'améliore au Royaume-Uni comme en Irlande, la demande est toujours contrainte par la baisse de pouvoirs d'achat des ménages, ce qui pèse sur les cours. A l'approche du Ramadan puis de Pâques, ces pays exportateurs devraient toutefois connaître une reprise de commandes, propice au soutien des prix de l'agneau.

Viande ovine » France »

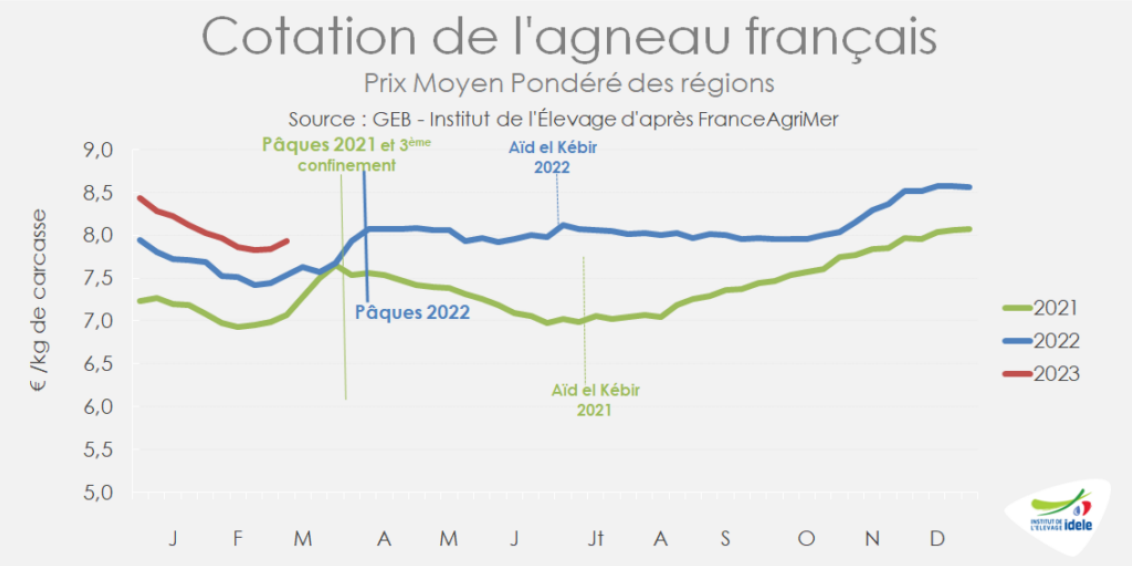
Hausse saisonnière de la cotation

Dernière révision le 21 mars 2023

Le cours de l'agneau français débute sa hausse saisonnière mi-mars, restant toujours au-dessus du niveau des années précédentes. Le net recul des abattages français perdure et permet de ne pas engorger le marché de viande ovine, face aux achats toujours atones. Le début du Ramadan, en semaine 12, devrait ponctuellement redynamiser le commerce, tout comme Pâques, début avril.

La cotation augmente à quelques semaines de Pâques

En semaine 10 de 2023 (se terminant le 12 mars), la **cotation** était à 7,93 €/kg, finissant sa traditionnelle baisse à quelques semaines du Ramadan et de Pâques. Celle-ci restait tout de même +0,49 €/kg plus élevée que l'an passé.

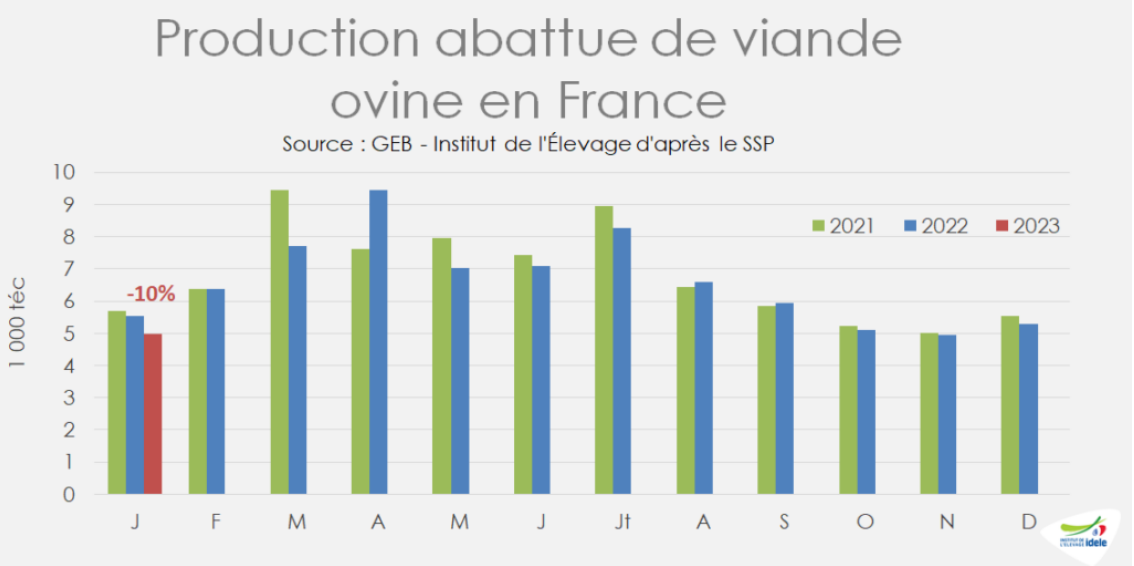


Depuis le début de l'année, la nette baisse des **abattages** permet de soulager le marché, face à une demande particulièrement atone. Les agneaux sont pourtant là et ne peuvent être repoussés trop longtemps, sous peine d'être trop gras et dévalorisés au paiement… La situation actuelle est délicate, d'autant que les prix des intrants demeurent très élevés.

En effet, l'**IPAMPA ovin viande** est reparti à la hausse en janvier 2023 (139,8 points), +17 points au-dessus de son niveau de 2022. L'indice énergie et lubrifiants était en hausse de +23% /2022, celui des engrais et amendements de +16%, et aliments achetés de +25%.

Le recul de la production française s'accentue en 2023

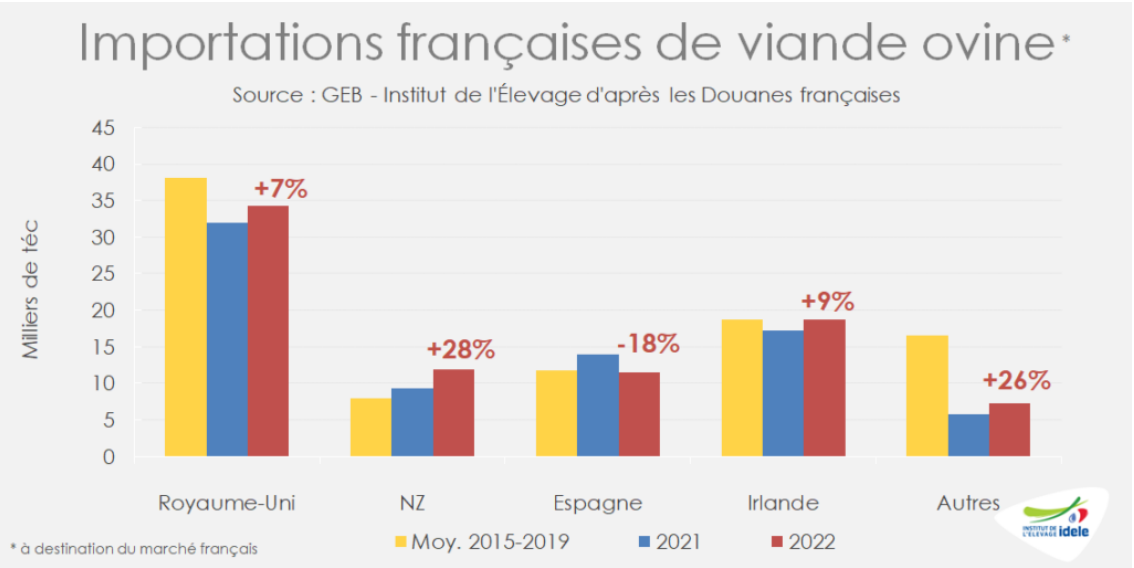
Selon *Agreste*, la **production** française de viande ovine a atteint 79 290 téc en **2022**, soit -3% /2021, et 2% sous la moyenne des cinq dernières années. Les abattages d'agneaux ont reculé de -4% à 3,5M de têtes et les réformes ont augmenté de +5% à 553 400 têtes. La sécheresse et l'inflation ont rendu les aliments du bétail peu disponibles et coûteux, si bien que des éleveurs ont choisi de réduire leur cheptel.



La chute des **importations d'agneaux vivants** espagnols (-19% /2021) a aussi été un obstacle à l'approvisionnement du marché français.
En **janvier 2023**, la tendance se poursuit : recul de -10% des volumes abattus, avec -13% d'agneaux et +13% de réformes.
Selon les données *d'Ovinfos*, le repli des abattages français continue après janvier.

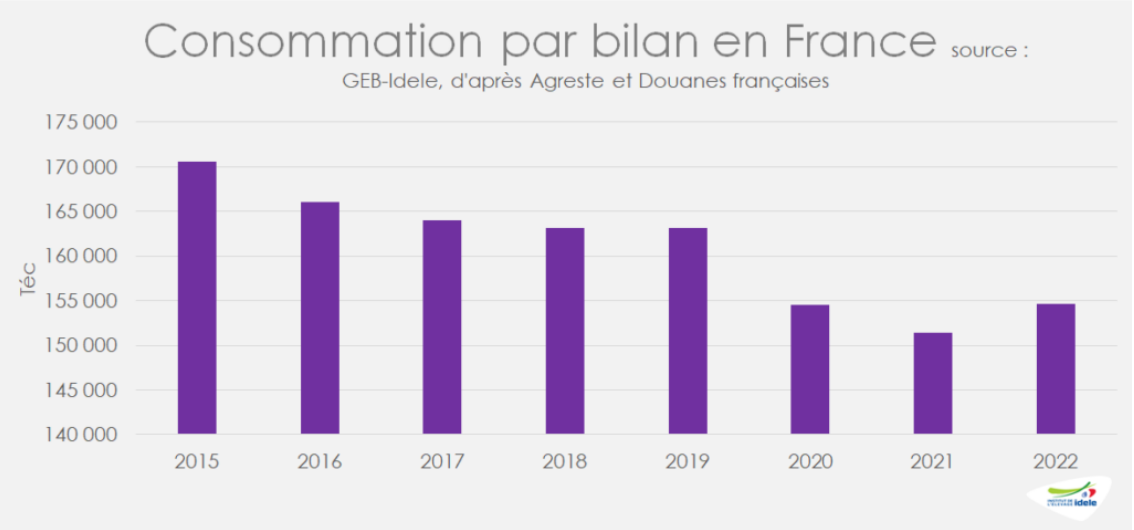
Regain des importations de viandes néozélandaises et britanniques en 2022

En **décembre 2022**, les importations françaises de viande ovine ont continué de croître d'une année sur l'autre, de +14% /2021, à 8 000 téc. Les achats ont de nouveau progressé en provenance de Nouvelle Zélande (+21% /2021), du Royaume-Uni (+13%), mais ont encore fléchi d'Irlande (-7%). Ils étaient en hausse en provenance d'Espagne (+2%), après de nombreux mois de baisses.
Au total en **2022**, 83 800 téc ont été importées en France, soit +7% /2021, mais 10% sous la moyenne 2015-2019, avant covid-19. Seuls les achats de viande ovine espagnole ont reculé d'une année sur l'autre. On constate un regain des envois britanniques, irlandais et surtout néozélandais vers la France.



En 2022, le disponible français a retrouvé son niveau de 2020

En 2022, les abattages français ont fléchi tandis que les importations – malgré un regain – sont restées modérées, affectant d'autant le disponible français : il a progressé modestement (+2% /2021), mais demeure faible, en repli de -6% par rapport à la moyenne 2015-2019.



Viande ovine » UE et monde »

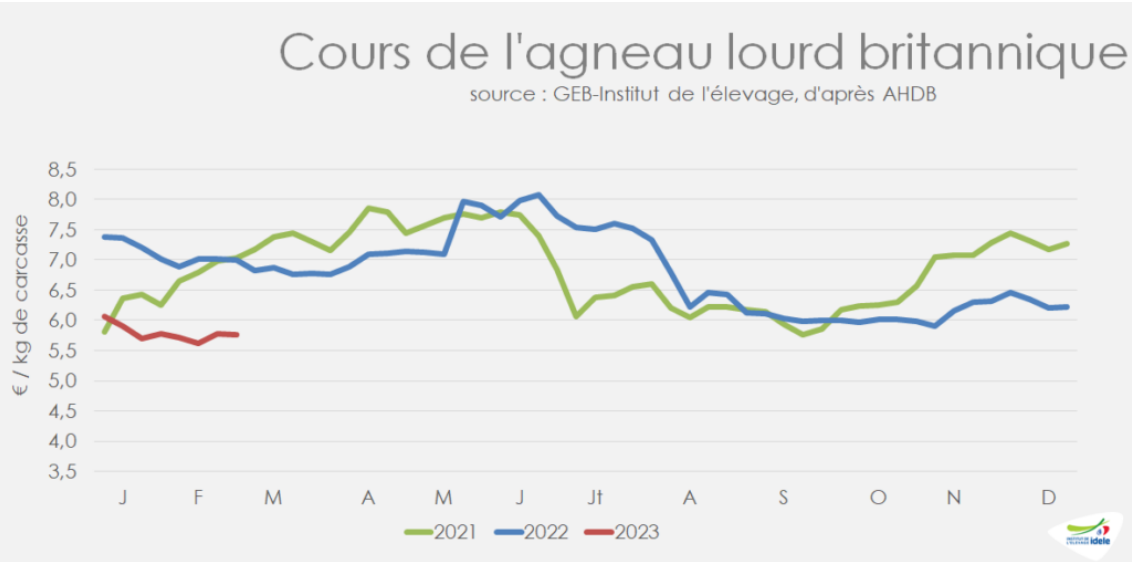
Début d'année compliqué pour les exportateurs

Dernière révision le 21 mars 2023

Les achats de viande ovine s'estompent avec la baisse du pouvoir d'achat des ménages dans les pays touchés par l'inflation. Les pays exportateurs se retrouvent ainsi avec des volumes excédentaires qui pèsent sur le prix des animaux. L'inflation fait aussi gonfler les charges des éleveurs qui subissent des dégradations de marges.

Royaume-Uni : la hausse des exportations ne suffit pas à désengorger le marché

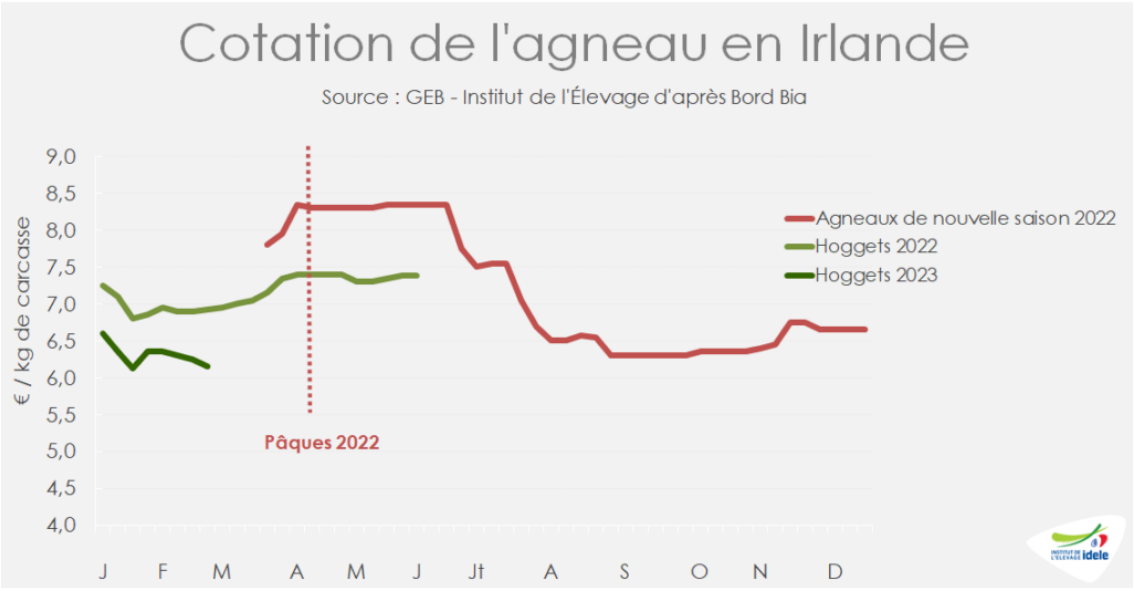
Le **cours** britannique oscille sous son niveau de 2022, avec une tendance baissière depuis le début de l'année 2023. En semaine 9, il se situait à **5,70 €/kg**, en baisse de -1,13 €/kg d'une année sur l'autre. Les volumes de viande d'agneau produits début 2023 ont surpassé la demande, ce qui pèse sur la cotation.



La **production** britannique de viande ovine, à 21 000 tonnes en janvier 2023, était au niveau de janvier 2022. Les effectifs d'agneaux abattus ont augmenté d'une année sur l'autre (+3%) et ont été plus lourds (+3%), tout comme les réformes (+11%), dont le poids de carcasse moyen a en revanche subi un franc recul (-10%).
Cette hausse des **abattages** est due à des reports plus élevés d'agneaux de 2022 sur 2023. En effet, la sécheresse de l'an passé a amputé la production de fourrages et de céréales, ce qui, associée à la hausse des coûts de l'aliment, a ralenti la croissance des agneaux et incité les éleveurs à reporter leurs sorties. Dans ce même contexte, de nombreux ovins adultes ont été réformés précocement.
Malgré la baisse des achats de viande d'agneau par les ménages et la RHD dans de nombreux pays à cause de l'inflation, les **exportations** britanniques de viande ovine ont bondi en janvier 2023 de +48% /2022, dont +46% vers la France. Dans le même temps les **importations** ont en revanche chuté de -38% /2022. Elles ont en premier lieu été divisées par deux en provenance de Nouvelle-Zélande.

Irlande : les éleveurs sont dans la rue

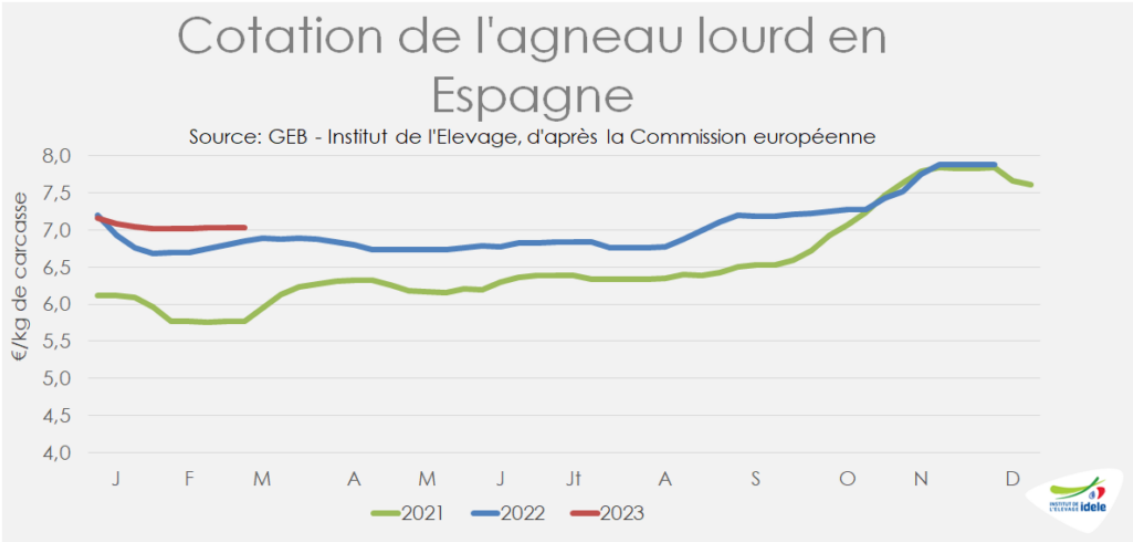
Après plusieurs semaines de pressions à la baisse sur les prix des *Hoggets*, la situation s'améliore début mars, avec une petite reprise de la demande, selon *Irish Farmer Journal*.
A **6,30 €/kg** en semaine 9, la cotation de *Hoggets* a gagné 15 centimes d'une semaine sur l'autre, restant toutefois 65 cents sous ses niveaux de 2022 et 2021. Sur les deux premiers mois de l'année, elle se situe en moyenne 0,65 €/kg sous celui de 2022.



La baisse de la **demande** (intérieure et export) a alourdi le marché, face à une production irlandaise restée dynamique. Sur les 9 premières semaines de 2023, les abattages d'ovins ont progressé de +1% /2022, à 467 000 têtes. On constate un léger repli des **abattages** d'agneaux de -1% /2022 à 412 000 têtes (+7% /2020), tandis que les réformes ont augmenté de +12% /2022. Parmi les effectifs abattus, nombre d'agneaux sont abattus trop gras, après avoir été repoussés parfois plusieurs semaines faute de demande.
La hausse de production abattue en 2022 a dynamisé les **exportations** de viande ovine : à 61 000 téc en 2022, elles ont progressé de +12% /2021, dont +24% vers le Royaume-Uni et +12% vers la France.

Espagne : hausse des exports de vifs mais baisse des exports de viande en 2022

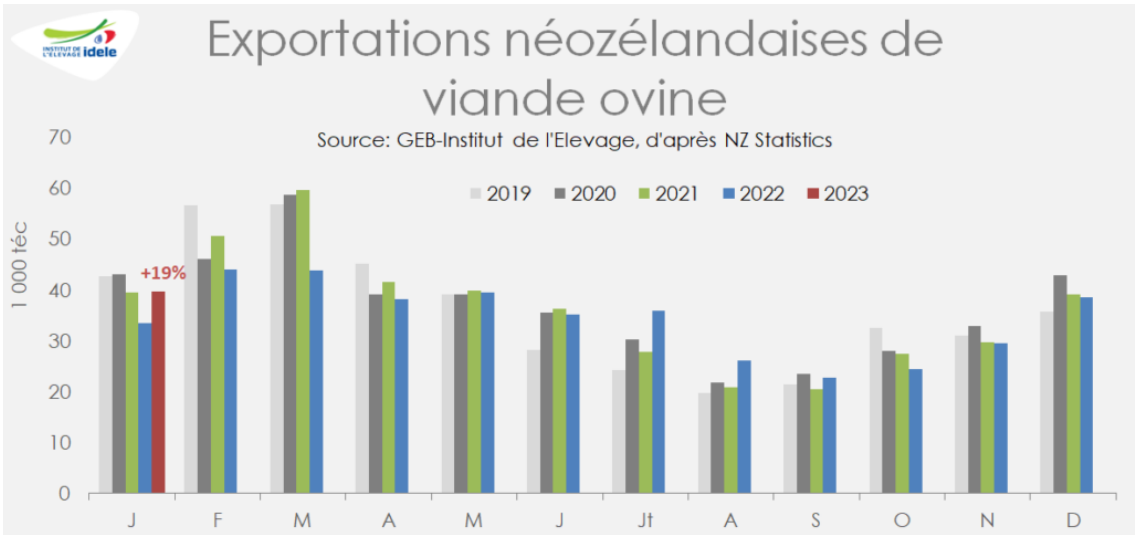
Le **cours** espagnol se maintient légèrement au-dessus de son niveau de 2022 depuis le début de l'année. En semaine 9, il se situait à **7,08 €/kg**, soit +0,18 € /2022 et +1,27 €/2021.



En 2022, la **production abattue** a légèrement reculé (-0,6% /2021). La hausse des poids moyens de carcasse a compensé le repli des effectifs totaux. Le nombre d'agneaux abattus a reculé de -8% tandis que les réformes ont bondi de +42% d'une année sur l'autre.
Les **envois d'agneaux vivants** ont progressé de +18% /2021, triplant vers la Jordanie. Mais ceux de réformes ont bondi de +77%. Un nouveau foyer de variole ovine a été détecté début février en Castille-La Manche et de nouvelles mesures ont donc été prises dans la zone pour parer toute éventuelle propagation de la maladie.
Les **exportations de viande ovine** ont quant à elles reculé de -9% /2021, en grande partie du fait d'un fort repli vers la France (-14%).

Nouvelle-Zélande : production médiocre début 2023

En 2022, la **production** de viande ovine néozélandaise a été quasiment stable d'une année sur l'autre (-0,5%), à 437 000 téc : les effectifs d'agneaux abattus ont été stables, à 18 millions de têtes, tandis que ceux des réformes ont reculé de -6%, à 3,5 millions de têtes. En janvier 2023, la production abattue en Nouvelle-Zélande a baissé de -5% d'une année sur l'autre, à 48 000 téc.
Du côté des **exportations**, après avoir reculé de -5% /2021 en 2022, à 211 000 téc, en janvier 2023, celles-ci ont augmenté, de +19% /2022, à 40 000 téc, retrouvant leur niveau de 2020. Elles ont notamment progressé vers la Chine (+21%), l'UE-27 (+65%), les Pays-Bas, la Belgique et l'Allemagne. Stables vers la France, elles ont en revanche reculé vers le Royaume-Uni (-8%) et les Etats-Unis (-20%).


Exportations néozélandaises de viande ovine
Source: GEB-Institut de l'Elevage, d'après NZ Statistics
2019
2020
2021
2022
2023
1 000 téc
70
60
50
40
30
20
10
0
+19%
J
F
M
A
M
J
Jt
A
S
O
N
D

Hausse de la collecte et baisse des fabrications

Dernière révision le 21 mars 2023

La collecte de lait de chèvre a progressé en début d'année. Mais face à une demande incertaine, les transformateurs ont contenu leurs approvisionnements en réduisant considérablement leurs importations de produits de reports.

Ils ont ainsi réduit leurs fabrications de produits caprins face à une demande intérieure plutôt mal orientée.

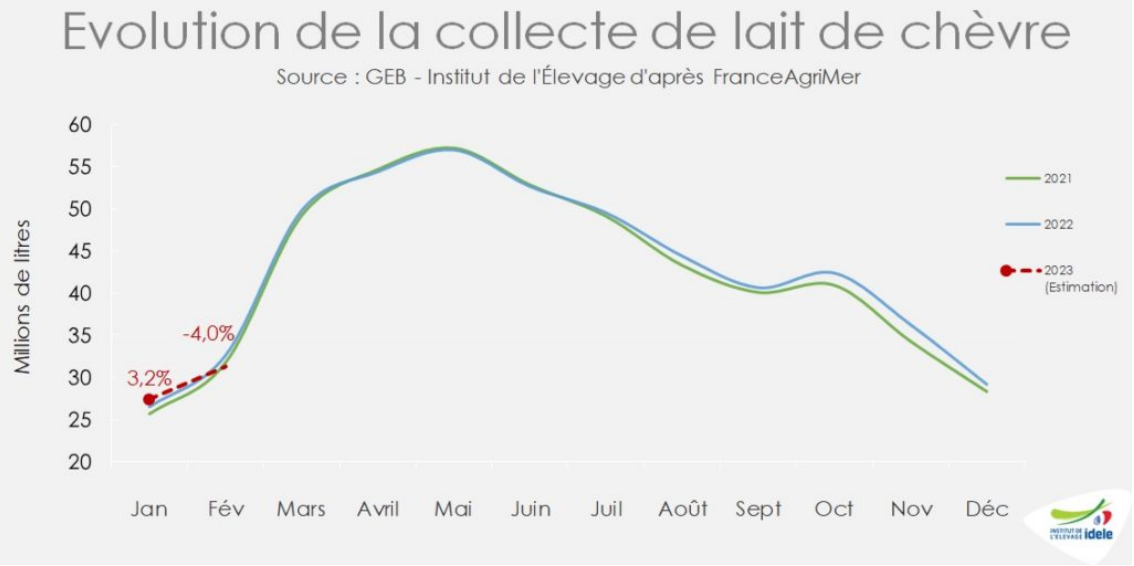
Hausse de la collecte et baisse des fabrications

Dernière révision le 21 mars 2023

La collecte de lait de chèvre a bondi en début d'année. Mais face à une demande incertaine, les transformateurs ont contenu leurs approvisionnements en réduisant considérablement leurs importations de produits de reports. Les fabrications de produits laitiers caprins sont restées globalement réduites face à une demande intérieure qui n'a toujours pas retrouvé son élan.

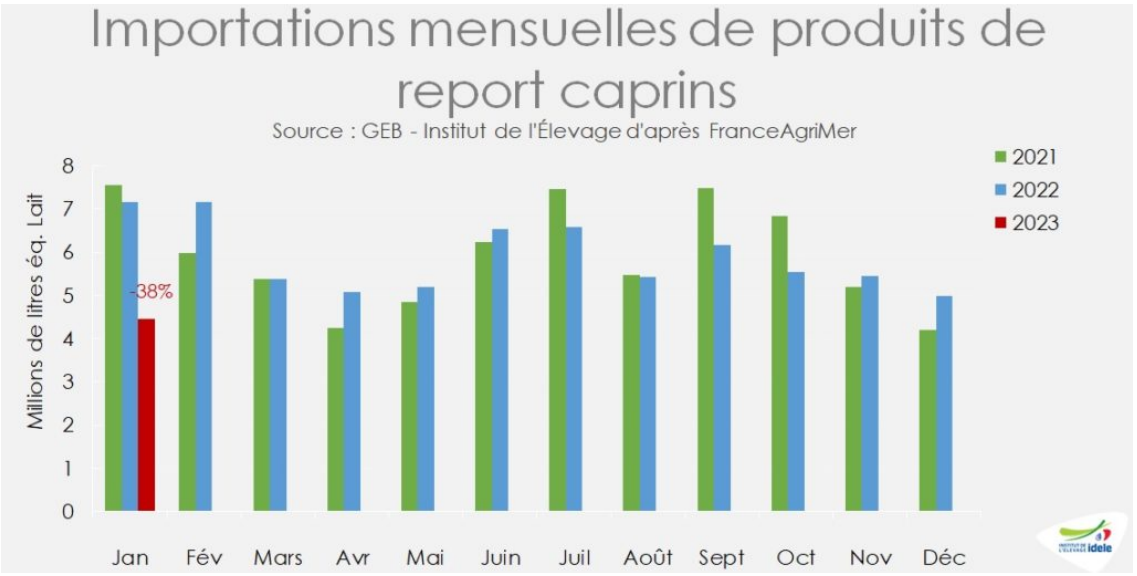
La hausse de la collecte se poursuit

Début 2023, la collecte de lait de chèvre poursuit la forte dynamique entamée depuis le dernier trimestre de l'année 2022. Elle s'établit en janvier à près de 27,5 millions de litres, soit une progression de +3,2% /2022. La production a bénéficié des fourrages de bonne qualité récoltés à l'automne 2022. L'ampleur de la collecte peut être également en partie imputable au décalage des naissances. En revanche, cette dynamique se serait inversée en février avec une collecte en baisse de -4% d'une année sur l'autre, d'après les sondages hebdomadaires de FranceAgriMer.



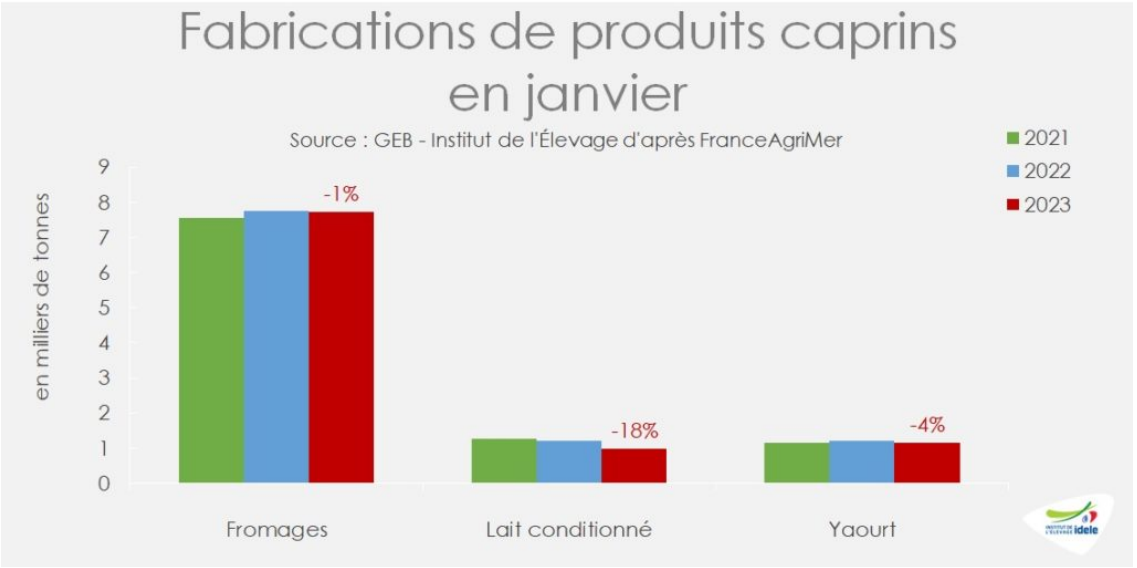
Les importations ont fortement baissé

Les importations de produits de report ont fortement chuté en en janvier, de -38% d'une année sur l'autre, à 4,6 millions de litres. Grâce à une collecte plutôt dynamique, les transformateurs ont ajusté leurs approvisionnements au plus près de leurs besoins dans un contexte de ralentissement de la demande en produits finis. L'approvisionnement total (collecte + importations) s'établit à près de 32 millions de litres de lait en janvier, soit une baisse de -6% /2022. Les importations pourraient avoir repris en février pour faire face au probable retournement de tendance de la production laitière, d'autant que les exportations de fromages ont été dynamiques en janvier (+8 /2022, à 2 750 t).



Forte diminution des fabrications

Face à l'inflation galopante et une demande qui peine à trouver son élan, les fabrications de produits caprins ont fortement baissé. Les fabrications de fromages ont cédé -1% /2022, à 7 716 t. Parallèlement, les transformateurs ont moins mobilisé de ressource laitière dans les fabrications de laits conditionnés et de yaourts. Les premières ont chuté de près de -18% en janvier, à 989 t, et les secondes ont baissé de -4% /2022, à 1 145 t.



Timide croissance de la production et des exportations laitières en 2023 dans l'UE-27

Dernière révision le 21 mars 2023

Relancée au 2nd semestre 2022 par la hausse historique du prix du lait, la production européenne devrait croître au 1er semestre 2023. Toutefois, le prix du lait à la production commence à subir d'importants correctifs en Europe du Nord, dans le sillage des cours des commodités laitières, ce qui devrait refroidir les ardeurs de croissance de nombreux
producteurs.

Comme les années passées, le rythme de croissance de la production laitière reste naturellement sous la menace d'aléas climatiques, mais aussi dépendant de déterminants économiques (croissance mondiale, demande chinoise…), géopolitiques (guerre en Ukraine), environnementaux mais aussi sanitaires qui influent sur les marchés des produits laitiers et des intrants, et indirectement sur le prix du lait.

Poursuite de la baisse du cheptel en 2023

En 2023, le cheptel laitier de l'UE-27 continuera de baisser au même rythme qu'en 2022 (-0,8% à 19,6 millions de vaches), sous réserve d'une conjoncture laitière favorable et de conditions climatiques propices à la production fourragère. Dans le cas contraire, le rythme de réduction pourrait s'accélérer, voire doubler, surtout qu'en 2022 les réformes ont été décalées. Nous avons privilégié la première hypothèse, même si le scénario d'une nouvelle année chaude et sèche est fort possible à l'échelle du continent européen.

Reprise modeste de la production laitière

Prise dans son ensemble, la production laitière de l'UE-27 devrait légèrement progresser au 1er semestre (+1,2%), retrouvant ainsi le niveau historique de 2021. Ensuite, au 2nd semestre, elle pourrait se stabiliser, voire baisser (-0,7%). En somme, la collecte européenne progresserait de +0,3% /2022 ou +400 000 t à 145 Mt de lait. Le supplément de lait de vache collecté serait presque totalement transformé en fromages (+0,6% /2022 à 9,4 Mt), en beurre (+0,7% à 2,3 Mt) et en poudre maigre (+5,5% à 1,57 Mt). Après le trou d'air constaté en 2022, les fabrications supplémentaires de fromages pourraient s'écouler principalement à l'export vers les pays tiers (+0,3% à 1,35 Mt) car la demande sur le marché européen resterait globalement stable à 8,6 Mt.

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ DE L'UE-27

	UE-27					
	2019	2020	2021	2022e	*2023p*	*2023 /22*
Vaches laitières en décembre (millions de têtes)	20,5	20,3	19,9	19,8	*19,6*	*-0,8%*
Approcisionnement (millions de tonnes équivalent lait)						
Production laitière	152	154	154	153	*153*	=
Collecte laitière	142,6	145,1	144,7	144,5	*144,9*	*+0,3%*
Variation de stock	-0,7	-0,1	-0,2	-0,4	*0*	
Importations	4,0	3,6	3,0	3,5	*3,7*	*+6%*
Exportations	26,9	27,3	26,4	25,2	*26,5*	*+5%*
Utilisations européennes	130,1	130,3	130,5	131,6	*130,1*	*-1%*
Fabrications (1 000 tonnes de produits)						
Fromages	9 164	9 314	9 392	9 348	*9 400*	*+1%*
Beurre	2 346	2 400	2 311	2 309	*2 325*	*+1%*
Poudres de lait	2 221	2 261	2 074	2 072	*2 134*	*+3%*
Poudre de lactosérum	1 993	2 099	2 113	2 170	*2 180*	=

e : estimations
p : prévisions

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après CE DG Agri, Eurostat & prévisions propres

Les fabrications de poudre maigre seraient relancées principalement pour l'export (+184 000 t à 895 000 t) dans l'hypothèse d'une forte compétitivité de l'UE-27 à l'export et d'une stabilisation des stocks. Ceux-ci avaient fortement progressé en 2022. Bien entendu, l'évolution de stocks de poudre maigre, dépendra de la conjoncture internationale sur ce marché, c'est-à-dire des disponibilités aux États-Unis au 2nd semestre, désormais le premier fournisseur mondial, et de l'ampleur de la demande internationale, en premier chinoise dans un contexte de disponibilités océaniennes toujours contenues.

En beurre, la demande intérieure est en léger retrait. Faute de fortes disponibilités, les importations pourraient s'accroître légèrement. Les exportations de beurre et de matière grasse anhydre reprendraient pour atteindre les niveaux de 2019 (255 000 t). Les fabrications de produits de grande consommation (laits conditionnés, ultra-frais et crème conditionnée) dans leur ensemble se maintiendraient à peine en raison d'une faible demande internationale. De plus, la consommation par habitant serait moindre mais compensée par la croissance démographique de l'UE-27 (stimulée par l'accueil de près de 5 millions de réfugiés ukrainiens). D'un côté, la consommation de laits conditionnés et d'ultra-frais baisseraient légèrement tandis que, de l'autre, les exportations reprendraient, notamment vers la Chine pour les laits et crèmes conditionnés.

Moindre demande européenne et reprise des exportations

Au global, la consommation, tous produits laitiers confondus, de l'UE-27 pourrait légèrement reculer à 130 millions de tonnes équivalent lait (TEL), soit une baisse significative par habitant, à 287 litres équivalent lait, avec une démographie croissante et étoffée par les réfugiés ukrainiens.

Nous tablons sur une progression marginale des importations (portées à 3,7 millions de TEL), lesquelles couvrent toujours moins de 3% de la demande européenne. En¬n, les exportations tous produits laitiers confondus devraient rebondir, après le tassement de 2022, à 26,5 millions de TEL et ainsi égaler le niveau important de 2021.

Pour + d'info : DEE Annuel bovins lait n°537 – Février 2023